



## SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 9 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Discussion générale (suite)</i>	
<i>Discours de M. Shehu (Président du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie) . . . . .</i>	117
<i>Discours de M. Castro (Premier Ministre de Cuba) . . . . .</i>	121

Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

## POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

## Discussion générale (suite)

1. M. SHEHU (Président du Conseil des ministres de la République populaire d'Albanie) [traduit du russe]: En ma qualité de représentant de la République populaire d'Albanie, je suis heureux d'adresser à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies le salut sincère du gouvernement et du peuple albanais et de former des vœux pour le succès de ses travaux.
2. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie apprécie hautement le noble rôle de l'Organisation des Nations Unies, à la création de laquelle le peuple albanais a lui aussi contribué en luttant avec abnégation contre le nazisme et le fascisme aux côtés des autres peuples alliés. La politique de notre Etat pacifique témoigne du respect du Gouvernement albanais pour les principes et les buts fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies.
3. Il y a un an, les travaux de l'Assemblée générale se déroulaient dans une atmosphère internationale relativement détendue. Les propositions du Gouvernement soviétique relatives à un désarmement général et complet [A/4219] y avaient beaucoup contribué. Ces propositions, ainsi que l'accord intervenu sur la réunion d'une conférence "au sommet" entre l'URSS, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France, ont fait espérer que la paix et la sécurité internationales iraient s'affermissant.
4. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie, qui a toujours lutté et luttera toujours pour la paix et l'amitié entre les peuples ainsi que pour le triomphe de la politique de coexistence pacifique, a accueilli avec joie et encouragé activement l'heureuse évolution des relations internationales qui s'était dessinée il y a un an.
5. Nous sommes obligés de constater que cette année la session de l'Assemblée générale s'ouvre dans une atmosphère de tension, dans une ambiance internationale plus lourde, en raison de la politique de guerre froide et des "positions de force" menée par les milieux impérialistes et réactionnaires.

6. Les peuples ont aujourd'hui les yeux tournés vers cette tribune internationale et ils espèrent à juste titre que l'Organisation des Nations Unies trouvera le moyen d'écartier la menace de guerre et de garantir une paix durable. Il n'est pas douteux que la participation de plusieurs hommes d'Etat éminents crée des conditions favorables qui devraient permettre à l'Assemblée générale de réaliser, au cours de sa session actuelle, des progrès positifs dans le sens du renforcement de la paix.

7. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie estime qu'étant donné la tension actuelle un gouvernement vraiment conscient de ses responsabilités envers son peuple et l'humanité n'a pas de devoir plus sacré que de vouer toute son énergie à la cause du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

8. L'existence et la prospérité du système socialiste aux côtés du système capitaliste sont une réalité objective qui ne dépend pas de la volonté de certains milieux ou de certains gouvernements qui visent principalement à perpétuer le système capitaliste et à détruire le système socialiste.

9. Dans ce nouveau contexte historique, notre gouvernement est profondément convaincu que le seul moyen de garantir la paix et d'épargner à l'humanité une troisième guerre mondiale est d'assurer la coexistence pacifique des deux systèmes sociaux.

10. La République populaire d'Albanie défend fermement la cause de la coexistence pacifique, car le peuple albanais est opposé à la guerre, la paix étant le fondement même du régime socialiste instauré dans notre pays il y a 16 ans. Tous les actes de la République populaire d'Albanie et sa politique pacifique en témoignent. Nous considérons la coexistence comme la forme nécessaire des relations internationales entre les deux systèmes à cette étape historique du développement de l'humanité.

11. Cependant, alors que les Etats socialistes, les Etats nationaux indépendants et les Etats qui mènent une politique de neutralité — politique que le Gouvernement albanais appuie et dont il apprécie l'apport à la cause de la paix — ainsi que de larges couches de la population des pays capitalistes eux-mêmes, sont de fermes partisans de la coexistence pacifique et luttent activement dans ce sens, les milieux réactionnaires des Etats-Unis et de leurs alliés en sont les adversaires acharnés et mènent une politique qui conduit à la guerre.

12. Pour empêcher une détente, les milieux réactionnaires des Etats-Unis sont passés aux actes d'agression ouverte, tels que l'envoi de l'avion U-2 au-dessus du territoire de l'Union soviétique le 1er mai 1960. On sait que cet événement a fait avorter la Conférence "au sommet" et a aggravé la situation générale. Le Président des Etats-Unis a fait une déclaration sans précédent dans l'histoire de la diplomatie lorsqu'il a

érigé l'espionnage en politique officielle et légitime des Etats-Unis. Comment peut-on concilier de tels agissements avec la coexistence pacifique? Ces agissements sont des violations flagrantes des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et du principe sur lequel se fondent les relations entre Etats souverains en temps de paix; ils constituent un défi à tout Etat soucieux de sa souveraineté nationale et de la paix.

13. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie estime que le respect de la souveraineté nationale de chaque Etat est une condition essentielle de l'établissement de relations normales et pacifiques entre Etats. C'est pourquoi nous ne pouvons que condamner comme extrêmement dangereuse pour la paix cette position du Gouvernement des Etats-Unis. C'est pourquoi aussi nous appuyons pleinement la position parfaitement juste de l'Union soviétique, la seule qui soit juste et digne d'un Etat résolu à défendre son inviolabilité et la cause de la paix.

14. A sa présente session, l'Assemblée générale a été saisie de la question des actes agressifs des Etats-Unis contre l'URSS. La délégation de la République populaire d'Albanie appuie cette initiative et ne manquera pas d'exprimer son point de vue en temps opportun. La République populaire d'Albanie est-elle aussi constamment en butte à la politique hostile des milieux dirigeants des Etats-Unis. La question qui sera discutée intéresse tous les peuples libres et souverains, car elle est liée à la politique d'une grande puissance dont le rêve absurde est d'anéantir la liberté et l'indépendance des autres peuples et d'établir partout son hégémonie. En effet, cette politique agressive est dirigée non seulement contre l'Union soviétique, la Chine populaire et les autres démocraties populaires, mais aussi contre tous les pays qui ne se soumettent pas à l'impérialisme américain et qui veulent vivre libres. Le monde entier est aujourd'hui témoin de la politique de chantage et de pression, de complot et d'agression, qui est celle des Etats-Unis à l'égard de l'héroïque peuple cubain. Les tragiques événements du Congo, l'intervention au Laos, les crimes innombrables commis au Viet-Nam du Sud, la pression économique, politique et militaire qui s'exerce sur de très nombreux autres pays du monde, tout cela est le fruit de la politique agressive des milieux réactionnaires impérialistes et en premier lieu de la politique des Etats-Unis. Les événements récents qui se sont produits en Corée du Sud, en Turquie et au Japon montrent que, dans les pays où les positions des impérialistes américains étaient considérées comme "très solides", les peuples commencent aussi à ne plus pouvoir tolérer l'ingérence et le diktat des Etats-Unis.

15. La cause de la paix est la cause la plus sacrée pour tous les peuples du monde. Aucun peuple ne veut la guerre. Seuls veulent la guerre les ennemis des peuples, les milieux réactionnaires et impérialistes, qui voient la source de leur enrichissement dans la fabrication d'armements et dans le sang des peuples répandu par ces armements. Aujourd'hui les peuples du globe savent que le camp du socialisme est devenu le rempart inébranlable de la paix dans le monde entier et qu'il fait énergiquement obstacle aux plans d'agression et à la politique agressive de l'impérialisme. La zone de paix s'agrandit sans cesse. La lutte anti-impérialiste de libération des peuples asservis et colonisés, qui détruit de fond en comble le ré-

gime colonial, est l'un des grands phénomènes de notre temps et un élément essentiel de la défense de la paix.

16. Il y a quelques jours nous avons accueilli avec la plus grande satisfaction 13 Etats d'Afrique et la République de Chypre, qui ont acquis leur indépendance cette année et ont été admis à l'Organisation des Nations Unies. Le peuple albanais et son gouvernement, qui ont toujours été solidaires des peuples asservis et colonisés dans leur lutte de libération nationale, se réjouissent de tout leur cœur de cette victoire historique. La République populaire d'Albanie est prête à collaborer avec tous les nouveaux Etats pour la cause de la paix, de la liberté et du progrès des peuples. Nous sommes convaincus aussi que le jour n'est pas loin où la lutte héroïque et les nombreux sacrifices du peuple frère d'Algérie seront couronnés par la conquête de la liberté et de l'indépendance nationale, où aucun peuple d'Asie, d'Afrique ou de quelque région du monde que ce soit ne souffrira plus sous le joug colonial.

17. Le honteux régime colonial, qui a causé tant de souffrances et de privations à la majorité des peuples du monde, vit ses derniers jours. Les regrettables événements du Congo montrent que les puissances coloniales essaient par tous les moyens de reconquérir leurs positions perdues, mais aucune intrigue, aucune force n'est en mesure d'arrêter le processus historique irrésistible de libération des peuples coloniaux.

18. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie pense comme le Gouvernement soviétique que le moment est venu de poser la question de l'abolition complète et définitive du régime colonial sous toutes ses formes. Il n'est pas douteux que le rôle de l'Organisation des Nations Unies peut être très grand dans l'accomplissement de cette tâche historique. Notre délégation accueille avec une grande satisfaction la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux [A/4502], proposée par l'URSS, et elle estime que l'adoption de ce texte par l'Assemblée générale des Nations Unies favorisera la cause de la liberté et du progrès des peuples et celle de la paix universelle.

19. A cet égard, le fait qu'on se soit servi de l'Organisation des Nations Unies contre l'indépendance, la souveraineté et l'unité nationale de la République du Congo, le Secrétaire général ayant pris parti pour les colonialistes et non pour la juste cause du peuple congolais et de son gouvernement légitime, nous amène non seulement à exprimer des regrets, mais encore à élever une protestation énergique. La délégation de la République populaire d'Albanie s'associe au jugement formulé dans son discours [869ème séance] par M. Khrouchtchev sur l'activité du Secrétaire général et de son personnel, et soutient la proposition tendant à remplacer le poste de Secrétaire général par un organisme collectif. Nous approuvons également la proposition soviétique tendant à reconsidérer la question du Siège de l'Organisation des Nations Unies, car on sait que le Gouvernement des Etats-Unis non seulement ne se soucie pas de créer des conditions de travail favorables aux délégations des Etats Membres, mais encore prend à l'égard de nombreuses délégations des mesures intolérables de restriction et de discrimination incompatibles avec l'esprit et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

20. La République populaire d'Albanie est fermement convaincue que la cause de la paix triomphera, car aujourd'hui les forces de paix l'emportent sur les

forces de guerre. Nous estimons que la paix peut être maintenue et raffermie si tous les peuples restent toujours vigilants à l'égard des agresseurs, s'ils unissent leurs efforts dans la lutte pour le maintien de la paix et s'ils défendent la paix jusqu'au bout. Nous sommes convaincus que, grâce aux efforts conjugués des Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies peut jouer un grand rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

21. Quinze années se sont passées depuis la fin de la seconde guerre mondiale et le problème allemand n'est pas encore réglé. Si ce problème n'est pas résolu pacifiquement, la paix du monde en sera sérieusement menacée. Nous estimons que la conclusion d'un traité de paix mettrait fin à cet héritage dangereux de la seconde guerre mondiale, résoudrait en même temps la question de Berlin-Ouest et favoriserait le renforcement de la paix et de la sécurité en Europe et dans le monde entier.

22. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie estime que la question vitale pour l'humanité entière et pour le maintien de la paix est celle du désarmement. Notre gouvernement a toujours été et reste partisan du désarmement général et complet.

23. Le peuple albanais connaît bien les horreurs de la guerre, car des envahisseurs étrangers l'ont obligé à se frayer, l'épée à la main, un chemin dans la nuit des siècles. Le peuple albanais a été la première victime de l'agression fasciste italienne en 1939, en Europe. Il a répondu par les armes à l'occupation italienne et n'a cessé sa lutte de libération nationale qu'une fois le pays entièrement libéré et la liberté reconquise. Pendant la seconde guerre mondiale, l'Albanie ne comptait qu'un peu plus de 1 million d'habitants, mais le peuple albanais tout entier s'est levé contre les envahisseurs nazis et fascistes, créant sous l'occupation italo-allemande une forte armée de libération nationale de 70.000 partisans organisés en brigades et en divisions de choc et combattant avec des armes prises aux occupants pendant la lutte. Environ 8 pour 100 des habitants de notre pays ont été tués ou blessés sur les champs de bataille ou jetés en prison; 35 pour 100 des villes et des villages ont été rasés; un tiers du cheptel a été détruit; toute l'économie nationale a été ruinée. Mais finalement, grâce au sang qu'il a versé, grâce à la grande guerre nationale menée par l'Union soviétique contre l'armée hitlérienne, grâce aussi à la guerre menée par ses armées d'alors, le peuple albanais a conquis sa liberté et travaille maintenant à l'édification d'une vie nouvelle et heureuse. Sachant bien ce qu'est la guerre, il la hait et consacre tous ses efforts à l'édification d'une vie pacifique et au maintien de la paix. Le peuple d'Albanie hait la guerre, mais ce n'est pas parce qu'il en a peur. Rien ne l'effraie. Il défend et défendra toujours la paix, mais, si quelqu'un ose attenter à sa liberté, qu'il sache que notre peuple n'a pas l'habitude de courber l'échine et qu'il saura lutter pour sa liberté.

24. Le vœu le plus ardent de tous les peuples est de voir se réaliser un désarmement général et complet. Au cours des 15 années qui se sont écoulées depuis la guerre, non seulement l'on n'a pas progressé d'un pas dans ce sens, mais la course aux armements s'est accélérée. Les négociations interminables sur le désarmement n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat; les nombreuses propositions et les mesures concrètes et judicieuses avancées par l'URSS et les autres pays

pacifiques n'ont pas rencontré le moindre écho chez les puissances occidentales.

25. A cet égard, les propositions bien connues du Gouvernement soviétique tendant au désarmement général et complet constituent un événement de portée historique. Notre gouvernement a soutenu et soutient toutes les propositions de l'Union soviétique concernant le désarmement général et complet, car il y voit le seul bon moyen d'assurer une paix durable.

26. On sait que, dans sa résolution [1378 (XIV)] du 20 novembre 1959, l'Assemblée générale a approuvé à l'unanimité le principe d'un désarmement général et complet et a recommandé qu'un traité soit conclu en la matière dans les plus brefs délais.

27. Au moment où l'URSS manifestait sa bonne volonté en réduisant unilatéralement d'un tiers ses forces armées, le Conseil de l'OTAN décidait d'accroître les effectifs des pays membres, les Etats-Unis augmentaient leur budget militaire, la militarisation de l'Allemagne de l'Ouest prenait des proportions menaçantes et les Etats-Unis se livraient à des actes de provocation grossière contre les pays socialistes. Les travaux du Comité des dix puissances sur le désarmement n'ont abouti à aucun résultat, en dépit des efforts constants déployés par les pays socialistes pour s'entendre avec les délégations des pays occidentaux.

28. On sait que le 2 juin 1960 le Gouvernement soviétique, voulant tout faire pour parvenir à un accord et résoudre le problème du désarmement, a proposé un programme modifié de désarmement général et complet [A/4374] qui tenait compte de plusieurs observations présentées par les puissances occidentales sur les propositions soviétiques antérieures. Mais, quand l'URSS a accepté certaines des propositions des puissances occidentales, ces dernières se sont rétractées. Ainsi, les puissances occidentales ont une fois de plus montré qu'elles étaient en réalité opposées au désarmement général et complet. Les Etats socialistes représentés au Comité des dix puissances ont été contraints de quitter le Comité pour ne pas permettre aux puissances occidentales de masquer par des négociations interminables leurs desseins contre la cause de la paix. Les puissances occidentales sont responsables de l'échec des négociations au sein de ce comité.

29. Sur la proposition du Gouvernement soviétique, la question du désarmement général et complet sera examinée à nouveau par l'Assemblée générale à la présente session. Parlant de cette tribune le 23 septembre 1960 [869ème séance], M. Khrouchtchev, président du Conseil des ministres de l'URSS, a souligné une fois de plus que le Gouvernement soviétique était fermement résolu à poursuivre ses efforts en vue de parvenir au désarmement général et complet, que souhaitent profondément tous les peuples. A cet effet, il a soumis à l'examen de l'Assemblée une déclaration du Gouvernement soviétique sur le désarmement [A/4503] ainsi qu'un autre document intitulé "Dispositions fondamentales d'un traité de désarmement général et complet" [A/4505]. La délégation de la République populaire d'Albanie voit dans les propositions du Gouvernement soviétique un nouveau progrès et un grand effort constructif vers la solution de ce problème vital; elle appuie ces propositions positives.

30. Se réservant le droit d'intervenir plus longuement sur cette question fondamentale, notre délégation souhaite à l'Assemblée générale de trouver en elle-même la force de prendre des mesures concrètes pour éla-

borer un accord de désarmement général et complet fondé sur les nouvelles propositions de l'URSS.

31. Le Gouvernement albanais tient à souligner que l'une des principales lacunes qui vicient les conversations sur le désarmement a été, et demeure, l'absence de la République populaire de Chine. La République populaire de Chine est, par sa population, l'Etat le plus grand du monde; c'est un Etat puissant et pacifique. Il est difficile d'imaginer une véritable solution du problème vital du désarmement sans la participation de la République populaire de Chine; en effet, la Chine populaire reste en dehors de l'Organisation et l'on sait que son gouvernement a déclaré avec raison qu'il ne se considérerait pas comme lié par quelque accord international que ce soit, sur le désarmement ou sur toute autre question, conclu sans sa participation officielle et ne portant pas la signature de ses représentants officiels.

32. La question du rétablissement de la République populaire de Chine dans ses droits légitimes à l'Organisation des Nations Unies est devenue urgente et elle engage les intérêts de l'Organisation elle-même et ceux de la paix. L'ONU ne peut être considérée comme une organisation universelle capable de résoudre les grands problèmes internationaux si la Chine populaire n'en fait pas partie. Nous estimons que le moment est venu de mettre fin à une situation aussi anormale et de jeter dehors les fantoches de Tchang Kai-chek qui occupent ici la place de la grande Chine par la volonté du Gouvernement des Etats-Unis. L'Assemblée générale doit surmonter l'entêtement absurde du Gouvernement des Etats-Unis et inviter les vrais représentants du grand peuple pacifique de Chine à occuper la place qui leur revient dans l'Organisation. Le Gouvernement albanais appuie sans réserve la proposition du Gouvernement soviétique [A/4474] tendant à inscrire à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale la question de l'admission de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies.

33. La République populaire de Chine est devenue un facteur essentiel de paix et de progrès en Asie et dans le monde entier. Au prix du sang versé par le grand peuple chinois, l'étendard du socialisme a été hissé pour toujours sur la Chine. Pendant les 10 années qui se sont écoulées depuis la libération, la Chine populaire a multiplié sa production industrielle par 12 et sa production agricole par 2,5; elle mène à bien une révolution culturelle et technique et améliore constamment la situation matérielle de ses millions d'habitants.

34. Les Etats-Unis occupent injustement Taïwan et les îles avoisinantes qui font partie du territoire chinois et appartiennent à la République populaire de Chine. Ce n'est donc pas par hasard que la réaction internationale invente les élucubrations et les théories les plus folles, les plus fantastiques et les plus calomnieuses, accusant la Chine populaire de vouloir la guerre et non la paix. La Chine populaire est aux premiers rangs de la lutte pour la paix et la coexistence pacifique; elle préconise résolument le désarmement et la détente internationale.

35. Au moment où l'Organisation des Nations Unies accueille à juste titre tous les pays qui viennent de recevoir leur liberté et leur indépendance nationales, le Gouvernement albanais estime qu'il serait parfaitement juste que la République populaire mongole qui a demandé depuis longtemps déjà son admission et qui

est connue comme étant un Etat profondément pacifique et démocratique, occupe la place à laquelle elle a droit à l'ONU.

36. Le peuple et le gouvernement albanais veulent consacrer toute leur énergie au développement économique et culturel, à l'amélioration constante des conditions de vie de la population et au renforcement de la paix et de l'amitié entre les peuples. Notre politique extérieure est fondée sur l'amitié et l'unité éternelles avec les pays du camp socialiste, sur des relations mutuelles amicales et pacifiques avec les autres Etats et sur les principes de la coexistence pacifique des Etats ayant des systèmes sociaux différents.

37. Il y a 16 ans, alors qu'elle se libérait de l'occupation nazie et fasciste, l'Albanie était un pays agricole arriéré, dont l'industrie était inexistante et l'agriculture primitive; 85 pour 100 de sa population était illettrée et le pays était couvert des ruines laissées par six années de guerre. Le féodalisme et l'impérialisme avaient voué notre peuple à la misère et à l'ignorance. La révolution populaire a fait de notre peuple le véritable maître de son pays, lui a donné la liberté et a ouvert devant lui la voie d'un développement sans limite. Aujourd'hui, le volume de notre production industrielle atteint un niveau 24 fois plus élevé qu'en 1938, et la production agricole a doublé. L'Albanie est maintenant un pays d'économie mixte, à prédominance agricole, et elle s'engage déjà dans la voie où c'est l'industrie qui prédominera. Nous avons éliminé l'analphabétisme, et un habitant sur cinq fait des études; nous avons une nouvelle université et tout un réseau d'écoles des divers degrés; nous avons créé un vaste réseau d'établissements hospitaliers où chaque citoyen peut se faire soigner gratuitement. Non seulement les prix des biens de consommation n'ont pas augmenté, mais, au contraire, ils ne cessent de diminuer. De même, les impôts prélevés sur la population ont constamment baissé et ne représentent aujourd'hui dans le budget de l'Etat qu'environ 2 pour 100 du total des recettes. Le niveau de vie de la population s'élève sans cesse.

38. Le socialisme a fait de l'Albanie un pays d'avant-garde, fort et inviolable. La politique hostile, les provocations et les complots sans nombre de l'impérialisme américain et de ses amis, visant à renverser le pouvoir populaire pour arracher au peuple albanais ses conquêtes historiques, ont toujours échoué et échoueront toujours.

39. Notre pays est situé dans les Balkans, zone qui, à maintes reprises dans le passé, en raison des intérêts opposés de diverses puissances impérialistes, a été le théâtre de luttes sanglantes qui ont coûté très cher aux peuples balkaniques. La République populaire d'Albanie, de concert avec l'URSS, la République populaire de Bulgarie et la République populaire roumaine, déploie tous ses efforts pour faire des Balkans et de la région de l'Adriatique une zone de paix et de coopération fructueuse, un élément de stabilité et de paix en Europe. C'est ce but que visent l'initiative tendant à transformer les Balkans et la région de l'Adriatique en une zone libre d'armes atomiques et de fusées, ainsi que nos efforts en vue d'établir des relations amicales avec les Etats voisins. Et si ces efforts, et nos propositions répétées, n'ont pas toujours été bien accueillis par nos voisins, cela n'est pas notre faute.

40. Le Gouvernement albanais souligne une fois encore que l'installation de bases d'armements atomiques et de fusées en Italie et en Grèce, voisins immédiats de l'Albanie, constitue une menace directe contre l'Albanie et les autres démocraties populaires des Balkans.

41. Le Gouvernement albanais estime que les Etats de la zone des Balkans et de l'Adriatique peuvent et doivent trouver le moyen de s'entendre pour améliorer leurs relations sur la base de l'égalité, de la non-ingérence, du respect mutuel et de l'avantage mutuel, en un mot sur la base des principes de la coexistence pacifique. Le Gouvernement albanais est disposé à entamer des négociations avec le Gouvernement grec sur l'établissement de relations normales entre les deux Etats voisins, mais toujours dans des conditions d'égalité absolue et sans aucune prétention politique ou territoriale, ni d'un côté ni de l'autre.

42. Le Gouvernement de la République populaire d'Albanie entretient des relations amicales, économiques et culturelles, avec les pays arabes auxquels le peuple albanais est lié par une amitié traditionnelle, ainsi qu'avec de nombreux pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie. Nous confirmons que nous sommes prêts à établir des relations normales avec tous les Etats qui le désirent et notamment avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

43. Dans nos relations avec tous les Etats nous nous en tenons fermement au principe de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Jamais nous ne nous sommes ingérés dans les affaires intérieures des autres pays. Mais nous ne voulons pas non plus — et nous ne le permettrons jamais — que d'autres Etats s'ingèrent dans nos affaires intérieures.

44. A l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale figure une série de questions dont la solution par l'Organisation des Nations Unies contribuerait beaucoup à la cause de la paix. La délégation albanaise s'efforcera de prendre part à l'examen de ces questions et d'aider à trouver des solutions justes.

45. Cependant, nous sommes obligés de déplorer les dangereuses tentatives faites pour imposer l'inscription à l'ordre du jour de la présente session de questions absurdes comme la question de Hongrie et celle du Tibet, tentatives totalement dénuées de fondement qui constituent une ingérence grossière et inadmissible dans les affaires intérieures d'Etats souverains, ce qui est manifestement contraire aux dispositions de la Charte. Le caractère de provocation de ces tentatives est évident. Elles ont pour but d'envenimer l'atmosphère des travaux de l'Assemblée générale. La délégation albanaise réproouve énergiquement ces tentatives perfides.

46. Pour conclure, je voudrais, au nom du peuple albanais et du Gouvernement albanais que j'ai l'honneur de diriger, exprimer la conviction qu'en fin de compte nous verrons triompher la noble cause pour laquelle l'Organisation des Nations Unies a été créée, la cause de la paix et de la coopération entre les peuples, et que l'ONU méritera de plus en plus la confiance de tous les peuples.

47. M. CASTRO (Premier Ministre de Cuba) [traduit de l'espagnol]: On nous a fait la réputation d'être prolixes, mais que l'Assemblée se rassure; nous ferons notre possible pour être bref et exposer ce que nous

croions de notre devoir d'exposer ici. Et nous parlerons lentement, par égard pour les interprètes.

48. Certains pourraient penser que nous sommes écœurés de la façon dont on a reçu la délégation cubaine. Il n'en est rien; nous comprenons parfaitement le pourquoi des choses, nous ne sommes pas du tout en colère. Cuba ne manquera pas, c'est certain, d'apporter, elle aussi, son grain de sable à la masse des efforts que l'on fait pour que les peuples du monde arrivent à s'entendre. Cela dit, parlons net.

49. Cela coûte de l'argent d'envoyer une délégation à l'Organisation des Nations Unies. Nous autres, des pays sous-développés, nous n'avons pas beaucoup d'argent à dépenser, sinon pour venir parler net dans cette assemblée de représentants de presque tous les pays du monde.

50. Les orateurs qui nous ont précédé à la tribune ont exprimé ici leur souci des problèmes qui intéressent le monde entier, nous nous intéressons nous aussi à ces problèmes. En outre, le cas de Cuba présente un aspect particulier; Cuba constitue à juste titre pour le monde, à l'heure actuelle, un sujet de préoccupation; et divers représentants ont déclaré ici à juste titre que parmi les divers problèmes qui se posent actuellement dans le monde, il y a celui de Cuba.

51. C'est certain; en plus des problèmes qui préoccupent aujourd'hui le monde entier, Cuba a des problèmes qui la préoccupent, qui préoccupent notre peuple. On parle du désir universel de paix; c'est le désir de tous les peuples et par conséquent le désir du nôtre également. Mais cette paix que le monde désire sauvegarder, cette paix, il y a beau temps que nous, Cubains, ne la connaissons plus. Les dangers que d'autres peuples du monde peuvent considérer comme plus ou moins lointains sont pour nous des problèmes et des préoccupations très proches. Ces problèmes, les problèmes de Cuba, il n'a pas été facile de venir ici les exposer à l'Assemblée. Il ne nous a pas été facile d'arriver ici. Nous sommes peut-être des exceptions. Serions-nous, par hasard, nous, délégation cubaine, les représentants du pire gouvernement du monde? Mériterions-nous, par hasard, nous, délégation cubaine, les mauvais traitements que nous avons reçus? Et pourquoi justement cette délégation-ci? Cuba a envoyé beaucoup de délégations à l'Organisation des Nations Unies. Cuba a eu divers représentants; mais c'est à nous que l'on réserve les mesures d'exception: résidence forcée dans l'île de Manhattan, consigne donnée à tous les hôtels de refuser de nous louer des chambres, hostilité, et, sous prétexte de sécurité, isolement de notre délégation.

52. Aucun des membres de l'Assemblée, sans doute, qui représentent non pas des personnes mais des pays, et qui doivent, par conséquent, se préoccuper de ce qui leur arrive à chacun en fonction de ce qu'ils représentent chacun, aucun d'entre eux, sans doute, n'a eu à souffrir, à son arrivée à New York, un traitement personnellement et physiquement vexatoire, comme celui qu'a souffert le chef de la délégation cubaine.

53. Je ne dis pas cela pour agiter l'Assemblée. Je me borne à dire la vérité. Il était temps, du reste, de nous lever et de parler. Voilà bien des jours que l'on parle de nous; les journaux ont parlé de nous; et nous, silence. Nous ne pouvons pas nous défendre contre les attaques qui nous visent ici, dans ce pays. Mais voici

l'occasion de dire la vérité; nous n'allons pas la laisser passer.

54. Traitement personnellement vexatoire, tentatives d'extorsion, éviction de l'hôtel où nous résidions, et changement d'hôtel, lorsque nous avons fait, de notre côté, tout notre possible pour éviter les ennuis, nous abstenant totalement de quitter notre résidence; n'allant nulle part que dans cette salle des Nations Unies, les rares fois où nous avons assisté aux séances; n'acceptant de nous rendre qu'à une réception à l'ambassade soviétique, tout cela pour éviter les ennuis et les difficultés. Cela ne suffisait pas pour qu'on nous laisse en paix.

55. Il y a aux Etats-Unis beaucoup d'émigrés cubains. Plus de 100.000 Cubains, au cours des 20 dernières années, ont émigré aux Etats-Unis, abandonnant la terre où ils auraient bien voulu rester toujours et où ils désirent encore retourner, comme le désirent toujours ceux qui, pour des raisons sociales et économiques, se voient forcés de quitter leur patrie. Cette population cubaine s'adonnait ici au travail; elle respectait et respecte les lois et, naturellement, son cœur était du côté de sa patrie et de la révolution. Il n'y a jamais eu de problèmes.

56. Mais un jour ont commencé à arriver dans ce pays des émigrants d'une autre espèce. On a vu arriver des criminels de guerre; on a vu arriver des individus qui avaient assassiné, dans certains cas, des centaines de nos compatriotes. Ici, ils n'ont pas tardé à se voir encouragés par la publicité et par les autorités. Ces encouragements expliquent leur conduite et les fréquents incidents qui les ont opposés à la population cubaine qui, depuis de nombreuses années, travaillait honnêtement aux Etats-Unis.

57. Un de ces incidents provoqués par ceux qui se sentent appuyés ici par la campagne systématique menée contre Cuba et par la complicité des autorités a causé la mort d'une petite fille. Cet accident est déplorable et nous devons tous le déplorer. Les coupables, ce n'étaient précisément pas les Cubains qui résident ici. Les coupables, c'étaient encore bien moins les membres de la délégation cubaine, nous autres; et pourtant, tout le monde a sûrement vu ces manchettes de journal disant que des castristes avaient causé la mort d'une fillette de 10 ans; avec l'hypocrisie caractéristique de ceux qui s'occupent des relations entre Cuba et les Etats-Unis, un porte-parole de la Maison-Blanche a immédiatement signalé le fait au monde entier, en accusant presque de culpabilité la délégation cubaine; bien entendu, le représentant des Etats-Unis à l'Assemblée n'a pas manqué de se prêter à cette farce en envoyant un télégramme au Gouvernement du Venezuela, et un autre à la famille de la petite fille, comme s'il se sentait dans l'obligation d'expliquer depuis l'Organisation des Nations Unies un méfait dont en somme la délégation cubaine se serait rendue coupable.

58. Mais ce n'est pas tout. Quand nous avons été forcés de quitter un des hôtels de New York et nous sommes dirigés vers le Siège de l'Organisation des Nations Unies, pendant que d'autres démarches avaient lieu, un humble hôtel de cette ville, un hôtel de noirs de Harlem, a offert de nous loger. La réponse est arrivée pendant que nous conversions avec le Secrétaire général. Un fonctionnaire du Département d'Etat a pourtant fait tout son possible pour nous empêcher de loger dans cet hôtel.

59. A ce moment-là, comme par enchantement, il est apparu des hôtels à New York; des hôtels qui avaient auparavant refusé de loger la délégation cubaine se sont alors offerts à nous loger, gratuitement au besoin. Mais, par un élémentaire souci de courtoisie, nous avons accepté d'aller à l'hôtel de Harlem. Nous pensions avoir le droit d'espérer qu'on nous laisserait en paix. Eh bien! On ne nous a pas laissés en paix. On ne pouvait pas nous empêcher de loger dans cet hôtel de Harlem; mais les campagnes de diffamation ont commencé; on a commencé à répandre dans le monde la nouvelle que la délégation cubaine s'était logée dans un lupanar.

60. Pour certains messieurs, un humble hôtel de Harlem, un humble hôtel de noirs des Etats-Unis, ne peut être qu'un lupanar. Du même coup, on tentait de couvrir d'infamie la délégation cubaine, sans le moindre respect pour les femmes qui faisaient partie de notre délégation ou travaillaient avec nous.

61. Si nous étions ceux que l'on veut à tout prix que nous soyons, l'impérialisme n'aurait pas perdu l'espoir de nous acheter ou de nous suborner d'une façon ou d'une autre. Mais il l'a perdu depuis longtemps, cet espoir — il n'avait d'ailleurs jamais eu aucune raison de le nourrir; alors, il pouvait bien affirmer que la délégation cubaine s'était logée dans un lupanar, mais il était forcé de reconnaître que le capital impérialiste est une catin qui ne peut pas nous séduire, et qui n'est justement pas "la p... respectueuse" de Jean-Paul Sartre.

62. Le problème de Cuba? Sans doute certains représentants sont-ils bien informés, sans doute certains ne le sont-ils pas — tout dépend de la source d'information; mais il ne fait aucun doute que, pour le monde, le problème de Cuba a surgi au cours de ces deux dernières années; c'est un problème nouveau. Le monde n'avait jusque-là guère de raisons de savoir que Cuba existait. Pour beaucoup, c'était comme un appendice des Etats-Unis. Et même pour beaucoup de citoyens de ce pays-ci, Cuba était une colonie des Etats-Unis. Sur la carte, non. Sur la carte nous avions une autre couleur que les Etats-Unis; mais en réalité, oui, nous étions une colonie.

63. Comment donc notre pays en était-il arrivé à être une colonie des Etats-Unis? Ce n'est certainement pas à cause de ses origines; ce ne sont pas les mêmes hommes qui ont colonisé les Etats-Unis et Cuba. Les fondements ethniques et culturels de la nation cubaine sont très différents et ils se sont assurés pendant des siècles.

64. Parmi les pays d'Amérique, Cuba a été le dernier à se libérer de la colonisation espagnole, à se libérer — sauf le respect que je dois au représentant du Gouvernement espagnol — du joug colonial espagnol; étant le dernier, il a dû lutter plus âprement. Il ne restait plus à l'Espagne qu'une possession en Amérique; elle l'a défendue du bec et des ongles. Notre population, à peine 1 million d'habitants à l'époque, a dû se mesurer toute seule, pendant près de 30 ans, avec une armée considérée comme une des plus puissantes d'Europe. Contre la petite population de notre seul pays, le Gouvernement espagnol en est venu à mobiliser d'aussi gros effectifs que le total des forces qu'il avait employées pour combattre l'indépendance de toutes les nations d'Amérique du Sud. C'est un demi-million de soldats espagnols qui sont venus combattre l'héroïque et indomptable volonté de notre peuple d'être libre. Pendant 30 ans, les Cubains ont

lutté seuls pour leur indépendance; 30 ans pendant lesquels s'est affirmé à jamais l'amour que notre patrie porte à la liberté et à l'indépendance.

65. Un président des Etats-Unis du début du siècle dernier, John Adams, avait comparé Cuba à une pomme qui tenait encore à l'arbre espagnol, mais était destinée à tomber, dès qu'elle serait mûre, aux mains des Etats-Unis. Or, la puissance de l'Espagne s'était usée dans notre pays. L'Espagne n'avait plus ni hommes ni ressources pour poursuivre la guerre à Cuba. L'Espagne était en déroute. La pomme était mûre apparemment; le Gouvernement des Etats-Unis n'a eu qu'à tendre la main. Ce n'est pas une pomme qu'il a récoltée, mais plusieurs: Porto Rico, l'héroïque Porto Rico, qui avait commencé avec les Cubains sa lutte pour l'indépendance; les Philippines aussi, et diverses autres possessions.

66. Toutefois, l'expédient à employer pour dominer notre pays ne pouvait pas être le même. Notre pays avait soutenu une lutte terrible et il avait pour lui l'opinion mondiale. L'expédient devait être différent. Les Cubains qui avaient lutté pour notre indépendance et qui, alors encore, donnaient leur sang et leur vie, en sont venus à croire de bonne foi à la résolution commune que le Congrès des Etats-Unis avait adoptée le 20 avril 1898, et où il était dit: "Le peuple de l'île de Cuba est en fait, et doit être en droit, libre et indépendant." Le peuple des Etats-Unis sympathisait avec la lutte des Cubains. Cette déclaration commune était une loi du Congrès de ce pays; par cette déclaration, il déclarait la guerre à l'Espagne.

67. Mais cette illusion a abouti à une cruelle tromperie. Après deux ans d'occupation militaire de notre patrie, voilà qu'a surgi l'inattendu. Au moment même où le peuple de Cuba était en train, par l'intermédiaire d'une assemblée constituante, de rédiger la loi fondamentale de la République, le Congrès des Etats-Unis a été saisi d'un nouveau projet de loi; ce projet, dû au sénateur Piatt, de triste mémoire, disposait que la loi constitutionnelle de Cuba devait avoir un appendice qui reconnaîtrait au Gouvernement des Etats-Unis le droit d'intervenir dans les affaires politiques de Cuba, et, en outre, le droit de prendre à bail certains points du territoire pour y établir des bases navales ou des ports charbonniers; c'est-à-dire qu'à la faveur d'une loi adoptée par le pouvoir législatif d'un pays étranger, cette disposition devait figurer dans la Constitution de notre patrie, et l'on faisait bien clairement comprendre à nos constituants que, s'ils n'adoptaient pas cet amendement, les forces d'occupation ne s'en iraient pas. C'est-à-dire que l'organe législatif d'un pays étranger a imposé à notre patrie, et par la force, son droit d'intervenir et son droit de défendre des bases ou des stations navales.

68. Il est bon que les peuples récemment entrés dans l'Organisation, les peuples pour qui commence maintenant l'indépendance, soient bien au courant de l'histoire de notre patrie, à cause des situations analogues qu'ils pourraient rencontrer en chemin, et sinon eux, ceux qui viendront après eux, ou leurs enfants, ou leurs petits-enfants, bien que, semble-t-il, nous ne devions pas en arriver là.

69. Alors a commencé la nouvelle colonisation de notre patrie: acquisition des meilleures terres de culture par les compagnies des Etats-Unis; concessions de ressources naturelles et de mines; concessions pour l'exploitation des services publics; con-

cessions commerciales; concessions de tout genre, qui, s'ajoutant au droit constitutionnellement reconnu — reconnu à la force — d'intervenir dans notre pays, ont fait que notre patrie, de colonie espagnole est devenue colonie des Etats-Unis.

70. Les colonies ne parlent pas. On ne connaît pas les colonies dans le monde tant qu'elles n'ont pas l'occasion de s'exprimer. C'est pourquoi le monde ne connaissait pas notre colonie, et n'en connaissait pas non plus les problèmes. Dans les livres de géographie, il y avait un drapeau de plus, un blason de plus. Dans les cartes géographiques, il y avait une couleur de plus. Mais il n'y avait pas à cet endroit-là une république indépendante. Ne nous y trompons pas, car nous tomberions dans le ridicule. Ne nous y trompons pas. Il n'y avait pas là une république indépendante. Il y avait là une colonie, où celui qui commandait était l'ambassadeur des Etats-Unis. Nous n'avons pas honte de la proclamer, car, en face de cette honte, il y a l'orgueil de pouvoir dire qu'aujourd'hui aucune ambassade ne gouverne notre peuple; c'est le peuple qui gouverne notre peuple.

71. Récemment, la nation cubaine a dû recourir à la lutte pour parvenir à cette indépendance, et elle l'a obtenue. Elle l'a obtenue après sept ans de tyrannie sanglante. Tyrannisée par qui? Tyrannisée par ceux qui, dans notre pays, n'étaient que les instruments de ceux qui dominaient économiquement notre patrie. Comment un régime impopulaire et ennemi des intérêts du peuple peut-il se maintenir, comment, sinon par la force? Devons-nous expliquer ici aux représentants de nos frères d'Amérique latine ce que sont les tyrannies militaires? Devons-nous leur expliquer comment elles se sont maintenues? Devons-nous leur exposer l'histoire d'un certain nombre de ces tyrannies dont l'exemple est déjà classique? Devons-nous leur dire sur quelles forces elles s'appuient, sur quels intérêts nationaux et internationaux s'appuyait le groupe militaire qui tyrannisait notre peuple? Il s'appuyait sur les éléments les plus réactionnaires de la nation, et avant tout sur les intérêts économiques étrangers qui dominaient l'économie de notre patrie. Chacun sait — et nous croyons que le Gouvernement même des Etats-Unis le reconnaît — que c'était là le genre de gouvernement préféré par les monopoles. Pourquoi? Parce que par la force, on réprimait toute réclamation du peuple; par la force on réprimait les grèves qui visaient à procurer aux travailleurs de meilleures conditions d'existence; par la force on réprimait les mouvements ruraux qui visaient à donner aux paysans la propriété de la terre; par la force on réprimait les plus chères aspirations de la nation.

72. C'est pourquoi les gouvernements de force étaient les gouvernements préférés de ceux qui dirigeaient la politique des Etats-Unis. C'est pourquoi les gouvernements de force se sont maintenus longtemps au pouvoir, et c'est pourquoi de tels gouvernements se maintiennent encore au pouvoir en Amérique. Il est vrai que, selon les circonstances, ils peuvent ou ne peuvent pas compter sur le Gouvernement des Etats-Unis. Par exemple, on dit maintenant que les Etats-Unis sont hostiles à un de ces gouvernements de force, le gouvernement de Trujillo, mais on ne dit pas qu'ils sont contre d'autres gouvernements de force, celui du Nicaragua ou celui du Paraguay, par exemple.

73. Au Nicaragua, il ne s'agit plus d'un régime de force, mais d'une monarchie constitutionnelle presque semblable à celle du Royaume-Uni, et le pouvoir se

transmet de père en fils. Et il en aurait été de même dans notre pays. C'est ce type de régime de force, le régime de Fulgencio Batista, qui convenait aux monopoles nord-américains. Mais ce n'était pas, évidemment, le type de régime qui convenait au peuple cubain, et le peuple cubain, à force de sang versé et de sacrifices, l'a renversé.

74. Qu'a donc trouvé la révolution en arrivant au pouvoir à Cuba? Quelles merveilles la révolution a-t-elle trouvées en arrivant au pouvoir à Cuba? Elle a trouvé, en premier lieu, que 600.000 Cubains aptes au travail étaient en chômage. Un nombre proportionnellement égal à celui des chômeurs qu'il y avait aux Etats-Unis lors de la grande crise qui a secoué ce pays et a failli provoquer une catastrophe aux Etats-Unis, tel était le chiffre permanent du chômage dans notre pays. Trois millions de personnes, sur une population totale d'un peu plus de 6 millions, ne jouissaient ni de l'électricité ni d'aucun des avantages et commodités de l'électricité. Trois millions et demi de personnes, sur un total d'un peu plus de 6 millions, vivaient dans des cabanes, dans des baraques et des cahutes, à tous égards inhabitables. Dans les villes, les loyers absorbaient jusqu'au tiers des revenus familiaux. L'électricité et les loyers étaient parmi les plus chers du monde.

75. Trente-sept et demi pour 100 de la population étaient illettrés; ils ne savaient ni lire ni écrire. Soixante-dix pour 100 des enfants des campagnes n'avaient pas de maîtres d'école. Deux pour 100 de la population, soit 100.000 personnes sur un total d'un peu plus de 6 millions d'habitants, souffraient de tuberculose. Quatre-vingt-quinze pour 100 des enfants des campagnes étaient atteints de maladies parasitaires. La mortalité infantile de ce fait était très élevée. La durée moyenne de la vie était très brève. D'autre part, 85 pour 100 des petits agriculteurs payaient, pour la possession de leurs terres, un loyer qui représentait parfois jusqu'à 30 pour 100 de leur revenu brut, alors que 1,5 pour 100 du nombre total des propriétaires possédaient 46 pour 100 de la superficie totale du pays. Bien entendu, le nombre des lits d'hôpital par rapport au nombre d'habitants était ridiculement bas si on le compare à celui des pays où l'assistance médicale n'est que moyenne. Les services publics — électricité, téléphone — étaient aux mains des monopoles des Etats-Unis. Une grande partie des banques et du commerce d'importation, les raffineries de pétrole, la majeure partie de la production sucrière, les meilleures terres de Cuba et les industries les plus importantes dans tous les secteurs appartenaient à des sociétés des Etats-Unis. Au cours des 10 dernières années, la balance des paiements entre les deux pays avait été favorable aux Etats-Unis, à l'avantage desquels elle se soldait par 1 milliard de dollars, sans compter les centaines de millions de dollars soustraits au Trésor public par les gouvernants corrompus de la tyrannie et déposés dans des banques des Etats-Unis ou d'Europe. Un milliard de dollars en 10 ans! Ainsi, un pays pauvre et sous-développé de la région des Caraïbes, qui comptait 600.000 chômeurs, contribuait à l'expansion économique du pays le plus industrialisé du monde.

76. Telle est la situation que nous avons trouvée; cet état de choses ne doit pas être étranger à bien des pays représentés à l'Assemblée, car tout compte fait, cette description de Cuba n'est en quelque sorte que la radiographie d'un mal général, et le même diagnos-

tic serait applicable à la plus grande partie des pays ici représentés. Que pouvait faire d'autre le gouvernement révolutionnaire? Trahir le peuple? Bien entendu, pour le Président des Etats-Unis, ce que nous avons fait pour notre peuple, c'était trahir le pays. Nous ne l'aurions pas trahi si, au lieu d'être fidèles à notre peuple, nous avions été fidèles aux grands monopoles américains qui exploitent l'économie du pays.

77. Au moins l'on connaît maintenant toutes les merveilles qu'a trouvées la révolution en arrivant au pouvoir et qui ne sont, ni plus ni moins, que les merveilles de l'impérialisme, que les merveilles du monde libre, pour nous, pays colonisés.

78. Personne ne pourra nous reprocher qu'il y ait eu 600.000 chômeurs, que 37,5 pour 100 de la population aient été illettrés, que 2 pour 100 des habitants aient été tuberculeux et 95 pour 100 des enfants des campagnes atteints de maladies parasitaires. Non, jusque-là, aucun d'entre nous n'avait compté dans le destin de notre patrie. Jusque-là, dans le destin de notre patrie, ce qui avait compté, c'étaient les gouvernants qui servaient les intérêts des monopoles. Jusque-là, ce qui comptait dans notre patrie, c'étaient les monopoles. Les a-t-on gênés? Non, personne ne les a gênés. A-t-on troublé leur quiétude? Non, personne ne l'a troublée. Ils ont pu accomplir leur besogne et ce que nous avons trouvé là était le résultat des monopoles.

79. Où en étaient les réserves monétaires de la nation? Quand le tyran Batista est arrivé au pouvoir, il y avait 500 millions de dollars dans le Trésor, ce qui était une bonne somme à investir pour favoriser le développement industriel du pays. Quand la révolution est arrivée au pouvoir, il ne restait plus dans le Trésor que 70 millions de dollars. S'était-on soucié de faire progresser l'industrie du pays? Non, jamais. Voilà pourquoi nous avons été plongés dans un étonnement qui n'a pas encore disparu quand nous avons entendu dire ici combien extraordinairement le Gouvernement des Etats-Unis se préoccupe du sort des pays d'Amérique latine, des pays d'Afrique et des pays d'Asie. Si nous en sommes encore si étonnés, c'est que nous avons vu sur place ce qu'ont donné 50 années d'un tel régime.

80. Qu'a fait le gouvernement révolutionnaire? Quel délit avons-nous commis pour recevoir le traitement que nous avons reçu ici, pour avoir des ennemis aussi puissants que ceux que nous avons manifestement ici? Avons-nous eu dès le début des difficultés avec le Gouvernement des Etats-Unis? Non. Est-ce qu'en arrivant au pouvoir, nous avions l'intention de susciter des difficultés internationales? Non; un gouvernement révolutionnaire qui arrive au pouvoir ne cherche pas à créer des difficultés internationales. Ce qu'il veut, c'est consacrer toute son énergie à résoudre ses propres difficultés, c'est mener à bien un programme, comme tous les gouvernements qui s'intéressent vraiment au progrès de leur pays.

81. La première chose que nous avons considérée comme un acte inamical, c'est la manière dont les Etats-Unis ont ouvert toutes grandes les portes de leur pays à toute une bande de criminels qui avaient ensanglanté notre patrie. Des hommes qui en étaient venus à assassiner des centaines de paysans sans défense, qui n'avaient cessé pendant des années de torturer des prisonniers, qui avaient massacré de droite et de gauche, ont été reçus à bras ouverts. Cela nous stupéfiait. Pourquoi cet acte inamical de la part

des autorités des Etats-Unis? Pourquoi cet acte d'hostilité? Nous ne le comprenons pas bien alors; aujourd'hui, nous en voyons parfaitement les raisons.

82. Cette politique était-elle une manière correcte de traiter Cuba, de conduire les relations entre les Etats-Unis et Cuba? Non, parce que c'était nous qui en étions victimes, car le régime de Batista s'était maintenu au pouvoir avec l'aide du Gouvernement des Etats-Unis. Le régime de Batista s'était maintenu au pouvoir grâce aux chars, aux avions et aux armes fournis par le Gouvernement des Etats-Unis; le régime de Batista s'était maintenu au pouvoir grâce à une armée dont les officiers étaient formés par les membres d'une mission militaire des Etats-Unis. Nous espérons bien que nul fonctionnaire des Etats-Unis n'aura l'idée de nier cette vérité. Quand l'armée rebelle est arrivée à La Havane, la mission militaire se trouvait encore dans la caserne la plus importante de la ville. Or, l'armée qu'elle avait formée venait d'être mise en déroute; c'était une armée vaincue qui s'était rendue. Nous aurions parfaitement pu traiter en prisonniers ces militaires étrangers qui étaient là pour aider et soutenir les ennemis du peuple. Nous ne l'avons pas fait; nous nous sommes bornés à demander aux membres de cette mission de retourner dans leur pays et de leur dire qu'après tout nous n'avions pas besoin de leurs leçons; ils avaient devant eux leurs élèves vaincus.

83. J'ai ici un document. Que personne ne s'étonne de son apparence, c'est un document déchiré. Il s'agit d'un ancien accord militaire <sup>1/</sup>grâce auquel la tyrannie de Batista a reçu une aide généreuse du Gouvernement des Etats-Unis.

84. Il n'est pas inutile de connaître les dispositions du paragraphe 2 de l'article premier de cet accord; les voici:

"Le Gouvernement de Cuba s'engage à utiliser de manière efficace l'aide reçue du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en application du présent accord pour la mise en œuvre de plans de défense acceptés par les deux gouvernements, conformément auxquels ils participeront à des missions importantes pour la défense de l'hémisphère occidental; il n'utilisera pas cette aide sans le consentement préalable du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique" — je répète: sans le consentement préalable du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique — "à des fins autres que celles pour lesquelles elle aura été fournie <sup>2/</sup>."

85. Cette aide a servi à lutter contre les révolutionnaires cubains. Et cela avec l'assentiment du Gouvernement des Etats-Unis. Les Etats-Unis ont bien interdit quelques mois avant la fin de la guerre d'envoyer des armes à Batista, mais c'était après un peu plus de six années d'aide militaire; cependant, même après la proclamation solennelle de cet embargo, les forces de la tyrannie — et l'armée rebelle en a trouvé des preuves documentaires — ont reçu 300 fusées air-sol.

86. Quand nos frères émigrés ont fait connaître les documents en question à l'opinion des Etats-Unis, le gouvernement de ce pays n'a pas trouvé d'autre explication que de prétendre que nous nous étions trompés,

qu'il n'avait pas donné de nouvelles armes à l'armée de la tyrannie, mais s'était borné à échanger un certain nombre de fusées, dont elle ne pouvait pas se servir, contre des fusées d'un autre calibre; et celles-là ont servi aux avions de l'opresseur qui les a assurément employées contre nous quand nous étions dans la montagne. C'est une manière sui generis d'expliquer des contradictions inexplicables.

87. Selon cette version, il ne s'agissait pas d'une aide. C'était, par conséquent, une sorte d'assistance technique. Pourquoi donc tout cela mécontentait-il si fort notre peuple? Tout le monde sait — jusqu'au plus naïf d'entre nous le sait — que de nos jours, après la révolution qui a eu lieu dans l'équipement militaire, les armes de la dernière guerre sont périmées pour une guerre moderne, et qu'avec 50 chars ou engins blindés et un nombre équivalent d'avions démodés on ne défend pas un continent ni un hémisphère. En revanche, ces armes servent à opprimer les populations désarmées et à intimider les peuples; elles servent à défendre les monopoles. C'est pourquoi ces accords de défense de l'hémisphère devraient plutôt se nommer "accords de défense des monopoles américains".

88. Le gouvernement révolutionnaire a fait ses premiers pas. Il a commencé par réduire de 50 pour 100 les loyers que payaient les familles. Mesure juste, car il y avait des familles qui consacraient à leur loyer jusqu'au tiers de leur revenu. Le peuple avait été victime d'une grande spéculation sur les logements, et on avait énormément spéculé sur les terrains urbains aux dépens du peuple. Mais quand le gouvernement révolutionnaire a abaissé les loyers de 50 pour 100, il a fait des mécontents, oui, quelques-uns, les propriétaires des immeubles de rapport. Mais la population, elle, s'est précipitée dans la rue, remplie de joie, comme elle le ferait dans n'importe quel pays et même ici, à New York, si l'on abaissait de 50 pour 100 le loyer de toutes les familles. Mais cette mesure n'a entraîné aucune difficulté avec les monopoles; il y avait bien quelques firmes américaines qui possédaient de grands immeubles, mais elles étaient relativement peu nombreuses.

89. Une autre loi est venue ensuite, qui annulait les concessions que le gouvernement tyrannique de Batista avait faites à la compagnie des téléphones, monopole américain. Profitant de ce que la population ne pouvait pas se défendre, cette société avait obtenu des concessions très avantageuses. Le gouvernement révolutionnaire les a annulées et a ramené à son niveau précédent le prix des services téléphoniques. C'est à ce moment qu'a débuté le premier conflit avec les monopoles américains.

90. La troisième mesure a été de diminuer les tarifs d'abonnement à l'électricité, qui étaient parmi les plus élevés du monde. D'où un deuxième conflit avec les monopoles américains. Déjà, nous commençons à faire figure de communistes. Déjà on commençait à nous barbouiller de rouge, uniquement parce que nous nous étions heurtés aux intérêts des monopoles américains.

91. Voilà qu'il arrive une autre loi, indispensable, inévitable pour notre patrie et inévitable à plus ou moins longue échéance pour tous les peuples du monde qui ne l'ont pas encore adoptée: je veux parler de la loi de réforme agraire. Evidemment, en théorie, tout le monde est en faveur de la réforme agraire. Per-

<sup>1/</sup> Accord bilatéral d'assistance militaire entre les Etats-Unis d'Amérique et Cuba, signé à La Havane le 7 mars 1952.

<sup>2/</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 165, 1953, No 2165.

sonne n'ose le dénier; personne, sauf un ignorant, n'oserait soutenir que la réforme agraire n'est pas dans les pays sous-développés la condition essentielle du progrès économique. A Cuba aussi, même les grands propriétaires terriens acceptaient la réforme agraire, mais à condition qu'elle se fasse à leur manière, qu'elle soit celle que conçoivent bien des théoriciens: une réforme agraire qu'on n'arrive jamais à réaliser, ni à leur manière ni autrement, aussi longtemps qu'on peut l'éviter.

92. La réforme agraire est quelque chose que reconnaissent les organismes économiques des Nations Unies, c'est quelque chose dont on ne discute plus. Dans notre pays, elle était indispensable: plus de 200.000 familles vivaient dans les champs de notre patrie sans avoir des terres où cultiver les produits agricoles essentiels. Sans réforme agraire, notre pays ne pouvait pas faire le premier pas sur la voie du développement. Ce pas, nous l'avons fait effectivement, nous avons fait une réforme agraire. Était-elle radicale? Oui, c'était une réforme radicale. Était-elle très radicale? Ce n'était pas une réforme très radicale. Nous avons fait une réforme agraire adaptée aux besoins de notre développement, adaptée à nos possibilités de développement agricole, c'est-à-dire une réforme agraire qui résoudrait le problème des paysans sans terre, qui résoudrait le problème du ravitaillement en aliments indispensables, qui résoudrait l'énorme problème du chômage dans les campagnes, qui mettrait fin à cette misère épouvantable dont nous avons été témoins dans les campagnes de notre pays.

93. En bien! c'est alors qu'a surgi la première difficulté véritable. La même chose s'était produite dans une république voisine, au Guatemala. Quand la réforme agraire s'est faite au Guatemala, les problèmes ont surgi dans ce pays. Je le dis en toute honnêteté aux représentants de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie: quand ils auront décidé de faire une réforme agraire juste, qu'ils se préparent à affronter des situations semblables à la nôtre, surtout si les exploitations agricoles les meilleures et les plus grandes appartiennent à des monopoles américains, comme c'était le cas à Cuba.

94. On nous accusera peut-être de donner maintenant de mauvais conseils à l'Assemblée. Nous n'avons pas l'intention d'empêcher qui que ce soit de dormir. Nous nous bornons à exposer les faits; les faits suffisent à empêcher n'importe qui de dormir.

95. Le problème du paiement s'est posé immédiatement. Les notes du Département d'Etat des Etats-Unis ont commencé à pleuvoir. Jamais on ne nous demandait quelles étaient nos difficultés; jamais, ne serait-ce que par pitié ou parce qu'il en était en partie responsable, le Département d'Etat ne nous demandait combien de gens mouraient de faim dans notre pays, combien il y avait de tuberculeux, combien de chômeurs. Non, jamais il ne s'est senti solidaire de nos difficultés. Dans tous leurs entretiens, les représentants du Gouvernement des Etats-Unis parlaient de la compagnie des téléphones, de la compagnie d'électricité et du problème des terres des sociétés américaines. Comment allons-nous payer? Bien entendu, la première chose qu'il fallait demander, c'était avec quoi nous allons payer. Non pas comment, mais avec quoi. Concevez-vous qu'un pays pauvre, sous-développé, qui compte 600.000 chômeurs et un haut pourcentage d'illettrés et de malades, un pays dont les

réserves sont épuisées, qui a contribué au progrès économique d'un pays puissant en lui apportant 1 milliard en 10 ans, puisse avoir de quoi payer les terres que va toucher la loi agraire ou du moins puisse les payer dans les conditions que le Département d'Etat des Etats-Unis exige pour être indemnisé? Le Département d'Etat exigeait trois choses: un paiement rapide, efficace et équitable. Comprenez-vous ce langage? Cela veut dire: payez immédiatement, en dollars, ce que nous vous demandons pour nos propriétés.

96. Nous n'étions pas encore communistes 150 pour 100. La teinte rouge était seulement un peu plus foncée. Nous ne confisquons pas les terres; nous proposons simplement de les payer en 20 ans, et la seule manière dont nous pouvions le faire était d'offrir des bons remboursables en 20 ans, à 4,5 pour 100 d'intérêt amortissables chaque année. Comment aurions-nous pu payer ces terres en dollars? Comment aurions-nous pu régler immédiatement? Comment aurions-nous pu payer ce que l'on nous demandait? C'était absurde. Tout le monde comprend que, dans ces conditions, nous devons choisir entre faire la réforme agraire et ne pas la faire. Si nous ne la faisons pas, l'épouvantable situation économique de notre pays durerait indéfiniment; si nous la faisons, nous nous exposons à encourir l'inimitié du gouvernement de notre puissant voisin du Nord.

97. Nous avons fait la réforme agraire. Certes, pour un représentant de la Hollande, par exemple, ou d'un autre pays d'Europe, les limites que nous avons assignées aux propriétés pourraient paraître étonnantes, étonnantes par leur grandeur. Le maximum fixé par notre loi agraire était à environ 400 hectares. En Europe, 400 hectares constitueraient un véritable latifundium. A Cuba, certains monopoles américains possédaient jusqu'à près de 200.000 hectares (200.000 hectares, que personne ne croie avoir mal entendu) et ils trouvaient inadmissible une réforme agraire qui ramenait le maximum à 400 hectares. Mais c'est que, dans notre pays, les monopoles américains ne possédaient pas seulement les terres, mais aussi les principales mines. Cuba produit beaucoup de nickel. Or, tout ce minerai était exploité par des intérêts américains. Sous le régime tyrannique de Batista, une société américaine, la Moa Bay, avait obtenu une concession si fructueuse qu'en cinq ans seulement — écoutez bien: en cinq ans seulement — elle devait amortir un investissement de 120 millions de dollars. Un investissement de 120 millions de dollars amortissable en cinq ans!

98. Qui avait octroyé cette concession à la Moa Bay sur l'intercession de l'ambassadeur des Etats-Unis? Tout simplement le gouvernement tyrannique de Batista, le gouvernement qui était à Cuba pour défendre les intérêts des monopoles. Qui plus est — et c'est un fait certain — cette concession était exempte de tous impôts. Mais que laisseraient ces sociétés à Cuba? Il ne resterait que les trous béants des mines et une terre appauvrie; elles n'auraient pas contribué le moins du monde au développement économique de notre pays. Le Gouvernement révolutionnaire a promulgué une loi minière qui oblige ces monopoles à payer un impôt de 25 pour 100 sur les exportations de minerai.

99. Le Gouvernement révolutionnaire avait déjà adopté une attitude trop audacieuse. Il avait heurté les intérêts du trust électrique international; il avait heurté les intérêts du trust téléphonique international,

ceux des trusts miniers internationaux, ceux de l'United Fruit Company, et il avait pratiquement heurté les intérêts les plus puissants des Etats-Unis, intérêts qui sont étroitement liés les uns aux autres. Cela était plus que ne pouvait tolérer le Gouvernement des Etats-Unis, c'est-à-dire les représentants des monopoles des Etats-Unis.

100. C'est alors qu'a commencé une nouvelle étape, celle du harcèlement de notre révolution. Quiconque analyse objectivement les faits, quiconque est disposé à penser honnêtement, non à penser d'après ce que lui disent l'United Press ou l'Associated Press, mais à penser avec sa tête à lui, à tirer les conclusions de son propre raisonnement et à voir les choses sans préjugé, avec sincérité et honnêteté, peut-il considérer que ce qu'avait fait le gouvernement révolutionnaire, c'était en somme de décréter la destruction de la révolution cubaine? Non; mais les intérêts que lésaient cette révolution ne se préoccupaient pas du cas de Cuba; les mesures du gouvernement révolutionnaire cubain ne les ruinaient pas. Ce n'était pas là le problème. Le problème était que ces mêmes intérêts possédaient les richesses et les ressources naturelles de la plus grande partie des peuples du monde.

101. Il fallait châtier l'attitude de la révolution cubaine. L'audace du gouvernement révolutionnaire ne pouvait que provoquer des mesures punitives de toutes sortes — peut-être même la destruction de ces téméraires. Nous jurons sur notre honneur que jusque-là nous n'avions jamais eu l'occasion d'échanger la moindre correspondance avec le Premier Ministre de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev. C'est-à-dire qu'au moment où, pour la presse américaine et pour les agences internationales qui informent le monde, Cuba était déjà un gouvernement rouge, un danger rouge à 90 milles des côtes des Etats-Unis, un gouvernement dominé par les communistes, le gouvernement révolutionnaire n'avait même pas eu l'occasion de nouer des relations diplomatiques ou commerciales avec l'URSS.

102. Mais l'hystérie est capable de tout. L'hystérie est capable des affirmations les plus invraisemblables et les plus absurdes. Et que personne ne croie que nous allons entonner ici un mea-culpa. Pas de mea-culpa. Nous n'avons à demander pardon à personne. Ce que nous avons fait, nous l'avons fait très consciemment et surtout très convaincus de notre droit de le faire.

103. On a commencé à menacer notre contingent de sucre. L'impérialisme, avec sa philosophie à bon marché, a commencé à démontrer sa noblesse, sa noblesse d'égoïste et d'exploiteur; à démontrer sa bonté envers Cuba, disant qu'il nous payait le sucre à un prix privilégié, qui revenait en quelque sorte à subventionner le sucre cubain, sucre dont d'ailleurs les Cubains ne se sucrèrent pas tellement, puisqu'ils ne possédaient pas les meilleures terres ni les plus grandes raffineries. Cette affirmation cachait la véritable histoire du sucre cubain, des sacrifices imposés à mon pays et des multiples agressions économiques commises contre lui.

104. Auparavant, ce n'était pas une question de contingents; c'était une question de tarifs douaniers. En vertu d'une de ces lois, d'un de ces pactes conclus entre le requin et la sardine, les Etats-Unis, moyennant un accord qu'ils avaient appelé de réciprocité, avaient obtenu une série de concessions au bénéfice de leurs produits, de façon à l'emporter facilement

sur leurs concurrents et de chasser du marché cubain les produits de leurs amis les Anglais ou les Français, comme cela se passe entre bons amis. En échange, le sucre cubain bénéficiait de certaines concessions douanières qui pouvaient d'ailleurs changer unilatéralement, selon le bon vouloir du Congrès ou du Gouvernement des Etats-Unis. C'est en effet ce qui s'est passé. Quand les Etats-Unis l'estimaient plus conforme à leurs intérêts, ils augmentaient les tarifs et notre sucre ne pouvait pas pénétrer sur le marché américain, ou ne pouvait y pénétrer qu'à des conditions désavantageuses. Quand une période de guerre s'approchait, on diminuait les tarifs.

105. Bien entendu, comme Cuba était la plus proche source de ravitaillement en sucre, il fallait s'assurer cette source d'approvisionnement; on abaissait les tarifs, on stimulait la production, si bien que pendant les années de guerre, au moment où le prix du sucre était astronomique dans le monde entier, nous vendions bon marché notre sucre aux Etats-Unis, bien qu'étant leur seule source de ravitaillement.

106. La guerre s'est terminée, et notre économie s'est effondrée. Les erreurs qui se commettaient aux Etats-Unis dans la distribution de cette matière première, c'est nous qui les payions. Les prix avaient augmenté de façon extraordinaire vers la fin de la première guerre mondiale: production énormément stimulée; baisse abrupte des prix, d'où ruine des sucreries cubaines. Les sucreries sont alors discrètement passées aux mains ... de qui? Mais aux mains des banques américaines, car, lorsque les Cubains se ruinaient, les banques américaines de Cuba s'enrichissaient. Cette situation s'est prolongée jusqu'à la période 1930-1940. Le Gouvernement des Etats-Unis, s'efforçant de trouver une formule qui concilierait ses besoins de ravitaillement et les intérêts de ses propres producteurs, a institué un régime de contingents. On aurait pu supposer que ces contingents auraient pour base la part occupée historiquement par les diverses sources d'approvisionnement; par le passé, Cuba avait satisfait près de 50 pour 100 des besoins du marché américain. Mais, quand on a fixé les contingents par une loi, on a ramené notre participation à 28 pour 100, et les quelques avantages que cette loi nous a alors accordés ont peu à peu disparu des lois suivantes. Mais quoi, la colonie dépendait de la métropole! C'est la métropole qui avait organisé l'économie de la colonie. La colonie devait être soumise à la métropole, et, si la colonie prenait des mesures pour s'affranchir, la métropole prendrait des mesures pour l'aplatir.

107. Sachant que notre économie était tributaire du marché américain, le Gouvernement des Etats-Unis a commencé à nous envoyer une série d'avertissements pour nous menacer de réduire notre contingent. Parallèlement, d'autres choses se passaient aux Etats-Unis: les agissements des contre-révolutionnaires.

108. Un après-midi, un avion venu du nord a survolé une de nos sucreries et a lâché une bombe. C'était un fait étrange, un fait insolite; mais nous savions bien d'où venaient ces avions.

109. Un autre après-midi, un autre avion a survolé nos plantations de canne et a lâché plusieurs petites bombes incendiaires. Ces vols, d'abord sporadiques, sont devenus systématiques.

110. Un autre après-midi encore, alors qu'un grand nombre d'agents de tourisme des Etats-Unis étaient

en visite à Cuba, invités par le gouvernement révolutionnaire qui s'efforçait, en développant le tourisme, de développer une des sources du revenu national, un avion de fabrication américaine, un de ceux que l'on employait pendant la dernière guerre, a survolé notre capitale en lançant des tracts et quelques grenades à main. Naturellement, plusieurs pièces antiaériennes sont entrées en action. Aussi bien les grenades lancées d'avion que le tir antiaérien — car certains des projectiles éclatent quand ils entrent en contact avec un corps résistant — ont fait plus de 40 victimes. Des enfants éventrés, des vieux, des vieilles. Était-ce pour nous la première fois? Non; des garçons et des fillettes, des vieux et des vieilles, des hommes et des femmes avaient souvent été victimes, dans les villages de Cuba, des bombes de fabrication américaine fournies au tyran Batista; une fois, 80 ouvriers ont péri quand a sauté, un peu trop mystérieusement, un bateau chargé d'armes belges qui était arrivé à Cuba, alors que le Gouvernement des Etats-Unis avait tout fait pour éviter que le Gouvernement belge ne nous vende des armes.

111. Des douzaines de victimes pendant la guerre; 80 familles plongées dans le deuil par une explosion; 40 victimes du fait d'un avion qui a survolé tranquillement notre territoire. Les autorités des Etats-Unis ont nié que cet avion soit parti de leur pays. Bien plus, elles ont dit que l'avion était tranquillement à l'abri dans un hangar. Mais, quand une revue de notre pays en a publié la photographie, alors les autorités des Etats-Unis ont pris possession de l'avion et ont donné tout de suite leur version: l'affaire n'avait pas d'importance et les victimes n'étaient pas victimes des bombes, mais du tir antiaérien. Et les auteurs de ce forfait, de ce crime, se sont promenés tranquillement aux Etats-Unis où personne ne les a empêchés de poursuivre leurs actes d'agres. 'on.

112. Je profite de l'occasion pour dire au représentant des Etats-Unis qu'il y a de nombreuses mères à Cuba qui attendent toujours son télégramme de condoléances pour la mort de leurs enfants assassinés par des bombes américaines.

113. Les avions sont allés et venus. Il n'y avait pas de preuves. Bon. Mais qu'entend-on par preuves? Il y eut cet avion capturé et photographié, mais on a dit que cet avion n'avait pas envoyé de bombes. On se demande d'ailleurs pourquoi les autorités des Etats-Unis étaient si bien informées. Des avions pirates ont continué à survoler notre territoire en lâchant des bombes incendiaires. Il y a eu des millions et des millions de pesos perdus dans les plantations incendiées. Bien des gens du peuple, des gens très simples ont vu détruire sous leurs yeux une richesse qui était enfin devenue leur, et ont reçu des brûlures et des blessures en luttant contre les avions pirates qui poursuivaient leurs bombardements avec ténacité.

114. Et ce jusqu'au jour où, lors du survol d'une de nos sucreries, la bombe a éclaté, l'avion a explosé et le gouvernement révolutionnaire a recueilli les restes du corps du pilote — qui, d'après ses papiers, était manifestement un pilote des Etats-Unis, comme l'était l'avion — et toutes les preuves indiquant le lieu d'où cet avion était parti. Il était passé entre deux bases des Etats-Unis. On ne pouvait donc nier que les avions partaient des Etats-Unis.

115. Cette fois enfin, la preuve étant irréfutable, le Gouvernement des Etats-Unis a donné une explication au Gouvernement de Cuba. Il ne s'est pas comporté

comme dans le cas de l'U-2. Lorsqu'on eut prouvé que les avions partaient des Etats-Unis, le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas proclamé son droit de brûler nos plantations de canne à sucre. Il nous a présenté ses excuses, nous a dit qu'il était navré. Nous avons de la chance, après tout, car, lors de l'incident de l'U-2, le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas présenté d'excuses: il a proclamé son droit de survoler le territoire soviétique. Les Soviétiques sont bien malchanceux! Nous, cependant, n'avons guère de défenses antiaériennes et les avions ont continué de voler jusqu'à ce que la récolte soit terminée; lorsqu'il n'y eut plus de canne à sucre, les bombardements cessèrent.

116. Je dirais que notre cas était unique en son genre, si je ne me souvenais que, lors de sa visite à Cuba, le président Sukarno nous a dit que nous ne devions pas croire que notre cas était unique, car son pays avait lui aussi connu certains problèmes et que des avions des Etats-Unis survolaient son territoire. Peut-être ai-je commis là une indiscretion, mais j'espère que non. Ce qui est certain, c'est que nous sommes le seul pays au monde, tout au moins dans l'hémisphère pacifique où il se trouve, qui, sans être en guerre avec personne, ait dû supporter le harcèlement constant d'avions pirates. Et ces avions pouvaient impunément sortir des Etats-Unis et y retourner ensuite.

117. Nous invitons les représentants et aussi le peuple des Etats-Unis, s'il a, par hasard, l'occasion d'apprendre ce qui se dit ici, à méditer sur le fait que, d'après les affirmations du Gouvernement des Etats-Unis, le territoire des Etats-Unis est parfaitement surveillé et protégé contre toute incursion aérienne, les mesures de défense de ce territoire sont infailibles et le système de défense du monde qu'il appelle libre — et qui, pour nous tout au moins, ne l'a pas été jusqu'au 1er janvier 1959 — est sans défaut. S'il en est ainsi, comment peut-on expliquer que des avions, non pas des avions supersoniques, mais de simples petits appareils dont la vitesse atteint à peine 150 milles à l'heure, puissent tranquillement sortir des Etats-Unis et y retourner, passer à l'aller près de deux bases et revenir par le même chemin, sans que les autorités des Etats-Unis s'aperçoivent que ces avions quittent le territoire national et y retournent? On peut donner de cela deux explications: ou bien le Gouvernement des Etats-Unis ment au peuple des Etats-Unis et ce pays n'est pas défendu contre des incursions aériennes, ou bien le Gouvernement des Etats-Unis était complice des incursions aériennes faites sur mon pays.

118. Les incursions aériennes ayant pris fin, l'agression économique a commencé. Quels étaient les arguments des ennemis de la réforme agraire? Ils disaient qu'elle bouleverserait la production agricole, que cette production baisserait beaucoup et que le Gouvernement des Etats-Unis craignait que Cuba ne puisse tenir ses engagements de livraisons aux Etats-Unis.

119. Le premier argument — et il est bon que les nouvelles délégations ici présentes se familiarisent avec certains arguments, car il se peut qu'elles aient un jour à répondre à des arguments semblables — était donc que la réforme agraire conduirait Cuba à la ruine. Il n'en a rien été. Si la réforme agraire avait entraîné la ruine de mon pays, si la production agricole avait diminué, le Gouvernement des Etats-Unis n'aurait pas été obligé de poursuivre son agression économique.

120. Ceux qui prétendaient que la réforme agraire allait provoquer un fléchissement de la production le croyaient-ils sincèrement? Cela se peut, car chacun croit ce que sa façon de penser l'a préparé à croire. Ils pensaient peut-être que, sans les toutes-puissantes sociétés américaines, les Cubains étaient incapables de produire du sucre. Il se peut qu'ils aient cru que nous allions ruiner notre pays. Mais, si la révolution avait ruiné Cuba, les Etats-Unis n'auraient pas eu besoin de recourir à l'agression économique; ils nous auraient laissés tranquilles et le Gouvernement des Etats-Unis aurait passé pour un gouvernement très noble et très bon, tandis que nous aurions été considérés comme des gens qui menaient leur pays à la ruine, démontrant ainsi qu'il ne fallait pas faire de révolutions, car les révolutions ruinent les pays. Il n'en a pas été ainsi; la preuve est faite que les révolutions n'entraînent pas la ruine des pays, et c'est le Gouvernement des Etats-Unis lui-même qui l'a fournie. Il a prouvé bien des choses, notamment que les révolutions ne mènent pas les pays à la ruine et que les gouvernements impérialistes sont capables de vouloir ruiner des pays. Cuba ne s'était pas ruinée; il fallait donc la ruiner.

121. Cuba avait besoin de nouveaux marchés pour ses produits. Nous pourrions demander quelle délégation ici présente ne désire pas, elle aussi, que son pays puisse écouler les articles qu'il produit, et augmenter ses exportations. Nous voulions que nos exportations augmentent. C'est là ce que souhaitent tous les pays. C'est, semble-t-il, une loi universelle, et seuls des intérêts égoïstes peuvent s'opposer au désir universel du commerce, qui est l'une des plus anciennes aspirations, l'un des plus anciens besoins de l'humanité.

122. Nous voulions vendre nos produits et nous avons cherché de nouveaux marchés. Nous avons conclu avec l'URSS un accord commercial aux termes duquel nous devons vendre 1 million de tonnes de sucre et acheter des quantités données d'articles ou produits soviétiques. Bien sûr, personne ne dira que ce n'était pas là notre droit. D'aucuns ne signeront pas d'accords de ce genre, parce que cela est mal vu de certains intérêts. Nous ne nous sommes pas crus obligés de demander au Département d'Etat la permission de conclure un accord commercial avec l'Union soviétique, car nous nous considérons, nous nous considérons et nous continuerons toujours de nous considérer comme un pays véritablement libre.

123. C'est au moment où nos stocks invendus de sucre commençaient à diminuer, pour le plus grand bien de notre économie, que nous avons reçu le coup de patte. A la demande du Président des Etats-Unis, le Congrès a voté une loi habilitant le Président ou le gouvernement à réduire autant qu'il le jugerait nécessaire les importations de sucre en provenance de Cuba. On brandissait l'arme économique contre notre révolution. La presse s'était déjà chargée de justifier cette mesure. Elle faisait campagne contre nous depuis longtemps déjà, car, comme l'on sait, la presse et les monopoles ont partie liée. On a donc recours à l'arme économique. On réduit d'un seul coup notre contingent sucrier de près de 1 million de tonnes — sucre qui avait été produit pour le marché des Etats-Unis — afin de priver notre pays des ressources nécessaires pour son développement, de le réduire à l'impuissance et de parvenir à certains résultats d'ordre politique.

124. Cette mesure est expressément proscrite par le droit régional interaméricain. L'agression économique, comme le savent tous les représentants d'Amérique latine ici présents, est expressément condamnée par le droit interaméricain. Le Gouvernement des Etats-Unis viole tout simplement ce droit en recourant à l'arme économique et en retranchant près de 1 million de tonnes de notre contingent sucrier. Nous n'avons pas pu l'en empêcher. Tout ce que nous pouvions faire devant une telle situation est ce que nous avons fait: nous adresser à l'Organisation des Nations Unies, lui demander de condamner les actes d'agression politique et économique, les incursions aériennes d'avions pirates, l'intervention constante du Gouvernement des Etats-Unis dans la politique de mon pays, de même que les campagnes subversives qu'il mène contre le Gouvernement révolutionnaire de Cuba.

125. Nous avons donc fait appel aux Nations Unies. L'ONU est habilitée à connaître de telles questions; dans la hiérarchie des organisations internationales, elle est l'autorité suprême; elle a notamment une autorité qui dépasse celle de l'Organisation des Etats américains. De plus, nous tenons à ce que l'ONU soit saisie de la question parce que nous savons que l'économie des peuples d'Amérique latine se trouve dans un état de dépendance à l'égard des Etats-Unis.

126. L'Organisation des Nations Unies se saisit de la question et demande une enquête à l'OEA; celle-ci se réunit<sup>3/</sup>, ce qui était très bien. Que devons-nous attendre de cette réunion? Que l'OEA protège le pays victime de l'agression, qu'elle condamne les actes d'agression économique aussi bien que politique dirigés contre Cuba. C'est là ce que nous pouvions espérer. Nous étions, en effet, un petit pays de la communauté latino-américaine. Nous étions, en fin de compte, l'un des peuples d'Amérique latine qui avaient été victimes d'une agression. Nous n'étions ni le premier ni le dernier, car le Mexique avait déjà été plusieurs fois victime d'agressions et même d'agressions militaires. A la suite d'une guerre, on lui a enlevé une grande partie de son territoire. A cette occasion, d'héroïques Mexicains ont préféré se jeter du haut du château de Chapultepec, enveloppés dans le drapeau mexicain, plutôt que de se rendre. Voilà ce qu'ont fait d'héroïques Mexicains! Cette agression n'a d'ailleurs pas été la seule, et ce n'est pas la seule fois que des forces armées des Etats-Unis ont envahi le territoire mexicain.

127. De son côté, le Nicaragua a été envahi et, pendant sept ans, César Augusto Sandino a résisté héroïquement. Cuba a été attaquée plus d'une fois, comme l'ont été aussi Haïti et Saint-Domingue. Le Guatemala a fait l'objet d'une intervention. Qui pourrait honnêtement nier ici que l'United Fruit Company et le Département d'Etat des Etats-Unis sont intervenus pour renverser le gouvernement légitime du Guatemala? Je comprends que certains jugent de leur devoir officiel d'être discrets sur cette affaire et je comprendrais même qu'ils aillent jusqu'à nier ces faits, mais, au fond de leur conscience, ils savent que ce que je dis est tout simplement la vérité.

128. Cuba n'est pas le premier pays qui ait été victime d'une agression ou menacé d'agression. Dans notre hémisphère, tout le monde sait que le Gouvernement des Etats-Unis a toujours imposé sa loi, la loi

<sup>3/</sup> Organisation des Etats américains, septième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures, tenue à San José (Costa Rica) du 22 au 29 août 1960.

du plus fort grâce à laquelle il a détruit l'identité nationale de Porto Rico et a maintenu sa domination sur cette île sœur, et grâce à laquelle il a pris et conserve le canal de Panama. Il n'y avait donc là rien de nouveau. Notre pays aurait dû être défendu, mais il ne l'a pas été. Pour le comprendre, il faut aller au fond des choses et ne pas s'en tenir aux formes. A en juger d'après les textes, nous sommes protégés; en fait, nous ne le sommes pas du tout, car la force prime le droit inscrit dans les textes internationaux. Ce qui s'est produit, c'est qu'un petit pays attaqué par un gouvernement puissant n'a pas été défendu, n'a pas pu être défendu.

129. Quel a été, en effet, le résultat de la réunion du Costa Rica? Par un miracle d'ingéniosité, on a réussi à ne pas condamner les Etats-Unis ou le Gouvernement des Etats-Unis. Je tiens à souligner, à ce propos, qu'il faut distinguer entre les sentiments que nous éprouvons à l'égard du peuple américain et ceux que nous éprouvons pour le Gouvernement des Etats-Unis. Ce dernier n'a pas été condamné pour les 60 incursions d'avions pirates; il n'a pas été condamné pour son agression économique et les autres nombreuses agressions. Non, ce n'est pas lui qui a été condamné, mais l'URSS. Cela n'est-il pas extraordinaire! Nous n'avons été victimes d'aucun acte d'agression de la part de l'URSS; aucun avion soviétique n'a survolé notre territoire et, cependant, à la réunion du Costa Rica, c'est l'Union soviétique qui a été condamnée pour ingérence. L'Union soviétique s'était bornée à dire que si notre pays faisait l'objet d'une agression militaire, l'artillerie soviétique — au sens figuré du terme — pourrait venir à notre défense. Depuis quand l'aide à un petit pays, victime d'une agression de la part d'un pays puissant, constitue-t-elle une ingérence? Certaines éventualités sont, en droit, qualifiées d'impossibles. Si les Etats-Unis se considéraient comme incapables de commettre le crime qui leur était reproché, il leur aurait suffi de dire que l'URSS n'aurait aucune occasion de venir à la défense de Cuba, car il n'y avait aucune chance que ce petit pays soit attaqué. Mais ce n'est pas ce que l'on a dit; on a tenu à condamner l'Union soviétique pour ingérence. Des bombardements de Cuba, pas un mot; des actes d'agression commis contre Cuba, pas un mot.

130. C'est là, naturellement, un point sur lequel je dois insister et qui, sous une forme ou sous une autre, doit nous préoccuper tous. Nous tous ici, sans exception, sommes les témoins d'un épisode d'une grande importance dans l'histoire de l'humanité. Nous restons parfois insensibles devant la réprobation ou les critiques et sommes tentés d'oublier que, pour le rôle que nous aurons joué en des instants historiques, l'histoire un jour nous jugera. Le fait que Cuba se soit trouvée sans défenseur à la réunion du Costa Rica est quelque chose d'assez risible, car l'histoire jugera. J'en parle sans amertume, parce qu'il est difficile de condamner les hommes, qui sont bien souvent le jouet des circonstances. Sachant qu'elle a été l'histoire de notre pays, et témoins des grands événements qui s'y déroulent aujourd'hui, nous autres Cubains comprenons combien il est regrettable que l'économie et la vie même de tant de nations soient assujetties au pouvoir économique de l'étranger.

131. Je me contenterai donc de dire que mon pays s'est trouvé sans défenseur et de rappeler que certains préféreraient que la question ne soit pas portée devant l'Organisation des Nations Unies. On pensait peut-être qu'il serait plus difficile d'y obtenir une

majorité mécanique qu'à l'OEA, ce qui, après tout, ne s'expliquait guère puisque nous avons pu constater que des majorités mécaniques ont bien souvent été obtenues à l'ONU. En toute loyauté à l'égard de l'ONU, je dois dire ici que mes compatriotes, qui — je le dis avec fierté — sont à la hauteur du rôle qu'ils jouent en ce moment et de la lutte héroïque qu'ils livrent, et à qui les derniers événements internationaux ont beaucoup appris, savent qu'en dernier ressort, puisqu'on a refusé de reconnaître leur droit, et que les forces d'agression se précipitent sur eux, il leur reste encore un recours: celui de résister avec héroïsme si leurs droits ne sont garantis ni à l'Organisation des Etats américains ni à l'Organisation des Nations Unies.

132. Les petits pays, comme le mien, n'ont pas encore la certitude que leurs droits seront protégés. Ils savent que c'est par leurs propres efforts et à leurs propres risques qu'ils seront libres. Lorsqu'un peuple est uni et qu'il défend ses droits, il peut avoir confiance dans ses propres forces. Cuba n'est pas, comme on a cherché à le faire croire, un pays gouverné par tout un petit groupe d'hommes, mais un pays gouverné par tout un peuple étroitement uni et qui, animé d'un puissant esprit révolutionnaire, est résolu à défendre ses droits. Cela, les ennemis de la révolution cubaine devraient le savoir; s'ils l'ignorent, ils commettent une grave erreur.

133. Je dirai maintenant comment s'est déroulée la révolution cubaine, dans quel état nous avons trouvé notre pays, pourquoi des difficultés ont surgi dans un pays que la révolution était en train de transformer, qui était hier encore un pays sans espoir, un pays de misère, un pays dont la population était en partie analphabète, et qui sera bientôt l'un des pays les plus avancés et les plus développés de l'hémisphère occidental.

134. Le gouvernement révolutionnaire a créé 10.000 écoles en 20 mois seulement, c'est-à-dire qu'en un laps de temps aussi court il a construit autant d'écoles rurales qu'on en avait construit en 50 ans. Cuba est de ce fait aujourd'hui le premier pays d'Amérique qui répond à tous ses besoins scolaires et où il y a un maître jusque dans les coins de montagne les plus reculés.

135. En cette courte période de temps, le gouvernement révolutionnaire a construit 25.000 logements dans les zones rurales et urbaines. Cinquante nouvelles villes surgissent en ce moment dans mon pays. D'anciens grands bâtiments militaires hébergent aujourd'hui des dizaines de milliers d'étudiants et l'an prochain mes compatriotes se proposent d'entreprendre une grande offensive contre l'analphabétisme, leur but, ambitieux sans doute, étant d'enseigner à lire et à écrire à tous les analphabètes sans exception. A cette fin, des associations de maîtres, d'étudiants et de travailleurs, c'est-à-dire le peuple tout entier, se préparent à mener une campagne énergique, et Cuba sera le premier pays d'Amérique latine qui pourra dire, au bout de quelques mois, qu'il ne compte plus un seul analphabète.

136. Mes compatriotes reçoivent aujourd'hui l'assistance de centaines de médecins qui ont été envoyés dans les campagnes pour lutter contre les maladies parasitaires et pour améliorer les conditions d'hygiène.

137. En ce qui concerne la conservation des ressources naturelles, nous pouvons signaler ici qu'en une

seule année, grâce au programme le plus ambitieux de conservation des ressources naturelles qui ait été entrepris dans notre hémisphère — Etats-Unis et Canada compris — près de 50 millions d'arbres à bois de charpente ont été plantés.

138. Les jeunes qui étaient sans travail, qui n'avaient point d'écoles, ont été organisés par le gouvernement révolutionnaire et rendent aujourd'hui des services utiles au pays, tout en se préparant à exercer un métier productif.

139. La production agricole a augmenté dès le début, ce qui est un phénomène presque unique en son genre. Pourquoi? Parce que le gouvernement révolutionnaire a transformé en propriétaires de leurs terres plus de 100.000 petits fermiers, tout en maintenant la production des grandes exploitations en en faisant des coopératives agricoles. La grande production a été maintenue grâce à ces coopératives, où l'on a pu appliquer les procédés techniques agricoles les plus modernes, ce qui a permis d'augmenter immédiatement la production. Toute l'œuvre sociale, toutes les améliorations apportées à l'enseignement, au logement, aux hôpitaux, nous les avons réalisées sans réduire les ressources affectées au développement économique.

140. Le gouvernement révolutionnaire a entrepris un programme d'industrialisation du pays et les premières usines prévues à ce titre sont déjà en construction. Nous avons employé plus rationnellement les ressources de notre pays. Alors qu'auparavant Cuba importait chaque année pour 35 millions de dollars d'automobiles de tourisme et pour 5 millions de dollars de tracteurs — c'est-à-dire qu'un pays essentiellement agricole importait sept fois plus d'automobiles que de tracteurs — nous avons inversé cette proportion et importons maintenant sept fois plus de tracteurs que d'automobiles.

141. Près de 500 millions de dollars, sous forme de biens ou d'espèces, ont été repris par l'Etat aux politiciens corrompus qui s'étaient enrichis pendant les sept années de la tyrannie où ils avaient mis à sac notre pays.

142. C'est l'utilisation judicieuse des richesses et des ressources qui permet au gouvernement révolutionnaire de mettre en œuvre un programme d'industrialisation et d'accroissement de la production agricole, tout en construisant des logements et des écoles, en envoyant des maîtres jusque dans les coins les plus reculés de notre pays et en améliorant les soins médicaux, c'est-à-dire en menant à bien un programme de développement social. C'est à ce moment même qu'à la récente réunion de Bogota<sup>4/</sup> le Gouvernement des Etats-Unis a proposé un plan. Un plan de développement économique? Non, il a proposé un plan de développement social. De quoi s'agit-il? D'un plan qui prévoit aussi la construction de maisons, d'écoles et de routes. Mais pense-t-on que ce soit là le moyen de résoudre le problème? Comment peut-on résoudre les problèmes sociaux sans programme de développement économique? Se moque-t-on des pays d'Amérique latine? De quoi vont vivre les familles qui vont habiter ces maisons, si on les construit? Comment chaussera-t-on, vêtira-t-on, nourrira-t-on les enfants qui iront dans ces écoles? Ne sait-on pas que, lorsque les

familles n'ont ni vêtements ni chaussures pour leurs enfants, elles ne les envoient pas à l'école? Avec quoi va-t-on payer les maîtres, les médecins, les médicaments? Un bon moyen de faire des économies de médicaments n'est-il pas une meilleure alimentation? Ce qu'on dépense pour mieux nourrir le peuple, on ne le dépense pas pour les hôpitaux.

143. Ainsi, face à la terrible réalité du sous-développement, le Gouvernement des Etats-Unis vient nous proposer un plan de développement social. Bien entendu, on ne peut que se féliciter qu'il se préoccupe des problèmes de l'Amérique latine, dont jusqu'à présent il ne s'était pas inquiété. Mais comment se fait-il qu'il se préoccupe à présent de ces problèmes? Et le fait qu'il n'a commencé à s'en préoccuper qu'après la révolution cubaine n'est sans doute qu'une pure coïncidence?

144. Jusqu'ici, les monopoles n'avaient eu d'autre souci que l'exploitation des pays sous-développés, mais qu'arrive la révolution cubaine et les voilà assaillis de nouvelles préoccupations. Et tandis qu'on se livre contre nous à l'agression économique et qu'on essaie de nous écraser, on fait l'aumône aux peuples d'Amérique latine, au lieu de leur offrir les ressources nécessaires à leur développement économique, comme ils le souhaitent; on leur offre des ressources pour leur développement social, pour qu'ils puissent construire des maisons où vivront des hommes sans travail, des écoles que les enfants ne fréquenteront pas et des hôpitaux qui seraient moins nécessaires si la population d'Amérique latine était un peu mieux nourrie.

145. Quoi qu'il en soit, et bien que certains collègues d'Amérique latine considèrent, ici, qu'il est de leur devoir d'être discrets, une révolution comme la révolution cubaine est la bienvenue, car c'est grâce à elle que les monopoles se sont préoccupés de rendre une partie, si minime qu'elle soit, des profits qu'ils ont tirés des ressources naturelles des pays d'Amérique latine et de la sueur de leurs populations.

146. Nous ne serons pas parmi les bénéficiaires de cette aide, mais cela ne nous préoccupe guère. Nous n'en éprouvons pas d'inquiétude. Il y a longtemps que nous nous occupons nous-mêmes de résoudre nos problèmes. Mais peut-être certains sont-ils tentés de penser que je fais ici de la propagande, puisque le Président des Etats-Unis a dit que certains utilisaient cette tribune à des fins de propagande. Je dirai donc que tous mes collègues des Nations Unies sont invités en permanence à visiter Cuba. Nous ne fermons la porte à personne; nous ne restreignons la liberté de mouvement de personne. Chacun de vous ici peut aller à Cuba et se rendre compte de visu de la situation, comme saint Thomas, qui, selon la Bible, devait voir pour croire. Nous invitons également tous les journalistes, tous les membres des délégations qui le désireront, à visiter Cuba et à voir ce qu'un peuple peut faire avec ses propres ressources, lorsqu'il les utilise honnêtement et rationnellement.

147. Nous ne nous bornons pas à résoudre le problème du logement et le problème scolaire; nous nous attachons également aux problèmes du développement économique, car tant qu'ils ne seront pas résolus, les problèmes sociaux resteront sans solution. Pourquoi donc le Gouvernement des Etats-Unis ne veut-il donc pas entendre parler de développement économique? C'est très simple: c'est qu'il ne veut pas se heurter aux monopoles et que les monopoles ont besoin

<sup>4/</sup> Troisième réunion de la Commission spéciale du Conseil de l'Organisation des Etats américains chargée d'étudier la formulation de nouvelles mesures de coopération économique (Commission des 21), tenue à Bogota (Colombie), du 5 au 13 septembre 1960.

de matières premières et de marchés pour leurs capitaux.

148. Voilà la grande contradiction. Voilà pourquoi on ne cherche pas à apporter véritablement une solution au problème; voilà pourquoi on n'établit pas de programme de développement économique des pays sous-développés, en prévoyant des investissements publics. Il est bon qu'on le dise ici nettement, car enfin c'est nous, les délégations des pays sous-développés, qui sommes ici la majorité, au cas où quelqu'un l'ignorerait, et nous savons ce qui se passe dans les pays sous-développés. On ne cherche pas à donner véritablement au problème sa solution et on persiste à parler ici de la participation du capital privé. Il s'agit de trouver des marchés pour des investissements de capitaux, de ces investissements amortissables en cinq ans.

149. Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut proposer de plan d'investissement de capitaux publics, car, ce faisant, il se heurterait aux monopoles américains, qui sont sa raison d'être. Voilà pourquoi — ce n'est pas la peine de chercher plus loin — on n'essaie pas de lancer un véritable programme de développement économique. On veut réserver nos pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie pour des investissements de capitaux privés.

150. J'ai déjà évoqué certains problèmes qui se posent à mon pays. Pourquoi ces problèmes ne sont-ils pas résolus? Est-ce parce que nous ne voulons pas les résoudre? Non, le Gouvernement cubain a toujours été disposé à discuter de ses problèmes avec le Gouvernement des Etats-Unis, mais c'est le Gouvernement des Etats-Unis qui n'a pas voulu en discuter avec Cuba. Il a sans doute ses raisons d'agir ainsi.

*M. Fekini (Libye), vice-président, prend la présidence.*

151. J'ai sous les yeux la note envoyée par le Gouvernement révolutionnaire de Cuba au Gouvernement des Etats-Unis le 27 janvier 1960. Elle dit ceci:

"Les divergences de vues qui peuvent exister entre les deux gouvernements et qui relèvent des négociations diplomatiques peuvent être résolues de façon efficace au moyen de telles négociations. Le Gouvernement cubain est tout disposé à discuter, sans aucune réserve et dans le plus grand détail, de ces divergences de vues et déclare expressément qu'à son avis aucun obstacle ne s'oppose à ce que ces négociations aient lieu par l'un quelconque des moyens et instruments traditionnellement utilisés à cette fin. Le Gouvernement cubain désire maintenir et renforcer ses relations diplomatiques et économiques avec le Gouvernement des Etats-Unis, sur la base du respect mutuel et de l'intérêt réciproque des parties. Il estime que, sur cette base, l'amitié traditionnelle entre les peuples cubain et américain est indestructible.

"Le 22 février 1960, le Gouvernement révolutionnaire de Cuba, conformément à son intention de reprendre, par la voie diplomatique, les négociations déjà entamées sur les questions pendantes entre Cuba et les Etats-Unis, a décidé de nommer une commission chargée d'entreprendre des démarches à Washington à la date qui conviendrait aux deux parties.

"Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba désire préciser, cependant, que la reprise et le déroule-

ment ultérieur de ces négociations doivent nécessairement être subordonnées à la condition que le gouvernement ou le congrès de votre pays n'adoptera aucune mesure de caractère unilatéral qui préjuge les résultats desdites négociations ou qui puisse porter préjudice à l'économie ou au peuple cubains. Il va sans dire que l'adhésion de votre gouvernement à ce point de vue, non seulement contribuerait à l'amélioration des relations entre nos pays, mais réaffirmerait en outre l'esprit d'amitié fraternelle qui a toujours lié nos peuples. Elle permettrait en outre aux deux gouvernements d'examiner, dans le calme et avec toute la hauteur de vue nécessaires, les questions qui ont assombri les rapports traditionnels entre Cuba et les Etats-Unis."

152. Or, quelle a été la réponse du Gouvernement des Etats-Unis?

"Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut accepter les conditions de négociation énoncées dans la note de Votre Excellence, aux termes desquelles le Gouvernement des Etats-Unis ne devra pas prendre de mesures unilatérales qui puissent porter préjudice à l'économie de Cuba et à son peuple, que ce soit par la voie législative ou par la voie exécutive. Comme l'a déclaré le président Eisenhower le 26 janvier 1960, le Gouvernement des Etats-Unis doit demeurer libre, dans l'exercice de sa souveraineté, de prendre les mesures qu'il considère comme nécessaires pour la défense des droits et intérêts de son peuple, dans la pleine conscience de ses obligations internationales."

153. En d'autres termes, le Gouvernement des Etats-Unis ne daigne pas discuter de ses divergences de vues avec le petit pays qu'est Cuba. Dans quelle mesure le peuple cubain peut-il espérer voir ce problème résolu? Tout ce que nous avons pu observer est de mauvais augure pour la solution de ce problème et il est bon que l'Organisation des Nations Unies en tienne compte, car le gouvernement et le peuple cubains sont très inquiets de la tournure agressive que prend la politique du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard de Cuba.

154. Il est bon que l'on sache bien ce qu'il en est. En premier lieu, le Gouvernement des Etats-Unis s'arroge le droit de fomenter la subversion dans notre pays. Il favorise l'organisation de mouvements subversifs contre le gouvernement révolutionnaire de Cuba, mouvements que je tiens à dénoncer ici, devant l'Assemblée générale. Pour donner un exemple concret, il s'est emparé *manu militari* d'une île des Caraïbes, l'île du Cygne, qui appartient au Honduras, y a installé un détachement d'infanterie de marine américaine, bien qu'il s'agisse d'un territoire appartenant au Honduras, et, après avoir violé ainsi le droit international en dépouillant un peuple frère d'une partie de son territoire, il a violé les conventions internationales sur la radiodiffusion en établissant dans cette île un puissant émetteur de radio qu'il a mis à la disposition des criminels de guerre et des groupes subversifs qu'il entretient dans le pays. On effectue de plus, dans cette île, l'entraînement d'éléments subversifs et la préparation de débarquements armés à Cuba. Il serait sans doute bon que le représentant du Honduras revendique ici, devant l'Assemblée générale, la souveraineté que possède son pays sur cette portion de son territoire, mais c'est là une question qui le regarde. Ce qui nous préoccupe, quant à nous, c'est qu'une portion du territoire d'un pays

frère, qui lui a été arrachée de force par le Gouvernement des Etats-Unis, soit utilisée comme base d'opérations subversives et d'attaques contre notre pays. Je demande qu'il soit pris acte de tels faits, que je dénonce au nom du gouvernement et du peuple cubains.

155. Le Gouvernement des Etats-Unis considère donc qu'il a le droit de fomenter la subversion dans mon pays, au mépris de toutes les conventions internationales, et de violer l'espace aérien radiophonique de Cuba, au grand préjudice de nos stations émettrices. Cela signifie-t-il que le Gouvernement révolutionnaire de Cuba aurait le droit de fomenter la subversion sur le territoire des Etats-Unis et de violer l'espace aérien radiophonique des Etats-Unis? Quel droit le Gouvernement des Etats-Unis a-t-il donc sur nous ou sur notre île? Comment peut-il agir ainsi? Qu'il rende donc au Honduras l'île du Cygne, sur laquelle il n'a jamais eu aucune souveraineté!

156. Mais il y a quelque chose qui est plus alarmant encore pour mon pays. On sait qu'en vertu de l'amendement Platt, qui nous a été imposé par la force, les Etats-Unis se sont arrogé le droit d'établir des bases navales sur notre territoire. Ce droit, imposé par la force, est maintenu par la force.

157. Dans tout pays, une base navale étrangère constitue un motif légitime de préoccupation. Nous ne pouvons qu'être alarmés de voir un pays qui poursuit une politique internationale agressive et belliqueuse détenir, au cœur de notre île, une base qui nous expose aux dangers d'un conflit international éventuel, d'un conflit atomique, sans que nous ayons rien à voir avec la question. Car nous n'avons absolument rien à voir avec les problèmes du Gouvernement des Etats-Unis et avec les crises qu'il provoque, et cette base, au cœur de notre île, constitue pour nous un danger en cas de guerre.

158. Mais est-ce là le seul danger? Non. Il en est un autre qui nous préoccupe davantage, car il est plus immédiat. Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba a exprimé à maintes reprises son inquiétude de voir le Gouvernement impérialiste des Etats-Unis se servir de cette base, qui constitue une enclave dans notre territoire national, pour provoquer contre lui-même une attaque afin de justifier une agression armée contre notre pays. Je le répète, le Gouvernement révolutionnaire de Cuba est extrêmement inquiet, car il craint que le Gouvernement impérialiste des Etats-Unis ne prenne prétexte d'une attaque qu'il aurait provoquée contre lui-même pour essayer de justifier une attaque contre notre pays. Notre inquiétude augmente de jour en jour, devant l'agressivité croissante des Etats-Unis et les signes de plus en plus alarmants de cette agressivité.

*M. Boland (Irlande) reprend la présidence.*

159. Voici, par exemple, une dépêche de l'United Press reçue dans notre pays, qui dit textuellement: "L'amiral Arleigh Burke, chef des opérations navales des Etats-Unis, déclare que si Cuba essayait d'occuper la base navale de Guantanamo, les Etats-Unis se battraient." Dans une interview, accordée à un correspondant de la revue U.S. News and World Report — veuillez m'excuser si ma prononciation n'est pas correcte — on a demandé à Burke si la marine de guerre était inquiète de la situation existant à Cuba sous le régime de Castro. Burke a répondu: "Oui, notre marine de guerre est inquiète, non à cause de notre base de Guantanamo, mais du fait de l'ensemble de la situa-

tion à Cuba." L'amiral a ajouté que toutes les branches des forces armées américaines étaient préoccupées: "Est-ce à cause de la position stratégique de Cuba dans les Caraïbes?" a-t-on demandé à Burke. "Pas exactement, a-t-il répondu, il s'agit d'un pays qui était jusque-là l'ami des Etats-Unis, et il existait entre nos deux peuples une sympathie réciproque. Mais un individu est apparu, avec un petit groupe de communistes endurcis, et ils sont décidés à tout changer. Castro a incité la population à haïr les Etats-Unis et a beaucoup fait pour ruiner son pays." Burke a précisé: "Nous réagirions très rapidement si Castro prenait une décision quelconque dirigée contre la base de Guantanamo. S'ils essaient de prendre la base de force, nous nous battons", a-t-il ajouté. Comme on lui demandait si la menace faite par Khrouchtchev d'utiliser des fusées soviétiques pour défendre Cuba l'avait fait hésiter à prendre une telle décision, l'amiral a répondu: "Non, car il ne lancera pas ses fusées. Il sait qu'il serait détruit s'il le faisait." Il voulait dire par là: la Russie serait détruite.

160. Je voudrais d'abord faire ressortir que, pour ce monsieur, le fait d'avoir accru la production industrielle de notre pays de 35 pour 100, d'avoir donné un emploi à plus de 200.000 Cubains, d'avoir trouvé une solution aux grands problèmes sociaux de notre pays, équivaut à ruiner le pays. C'est en vertu de tels principes que l'on s'arroge le droit d'organiser l'agression. On voit aussi combien le calcul de ce monsieur est dangereux. Il pense que, si l'on nous attaquait, nous serions seuls. Ce n'est là qu'un calcul de M. Burke. Mais imaginons que M. Burke se trompe, tout amiral qu'il soit. Il jouerait alors, étourdiment, avec le sort du monde. L'amiral Burke et tous ceux de sa clique militariste et agressive, jouent avec le sort du monde. S'il ne s'agissait que du sort de l'un d'entre nous, il n'y aurait pas tant lieu de nous inquiéter, mais en tant que représentants des divers peuples du monde, nous devons nous préoccuper du sort du monde, nous devons condamner tous ceux qui jouent imprudemment avec le sort du monde. Ils ne jouent pas qu'avec le sort de mon pays, mais aussi avec celui du leur, en même temps que celui de tous les pays. Est-ce que cet amiral Burke croit que nous vivons encore à l'époque de l'arquebuse? Ne sait-il pas que nous vivons à l'ère atomique, où l'homme dispose de forces destructives si gigantesques, que ni un Dante, ni un Léonard de Vinci, avec toute leur imagination, n'auraient pu imaginer, car ces forces dépassent tout ce que l'homme a jamais pu concevoir? Il fait le calcul que j'ai indiqué et que, bien entendu, l'agence United Press a immédiatement rendu public de par le monde. Le numéro en question de la revue U.S. News and World Report est sur le point de paraître. On commence déjà à préparer la campagne de propagande, à créer l'hystérie, à faire courir le bruit du danger imaginaire d'une action de notre part dirigée contre la base.

161. Mais ce n'est pas tout. L'agence United Press a publié hier une autre dépêche rapportant des propos du sénateur américain Styles Bridges, membre, je crois, de la Commission sénatoriale des forces armées des Etats-Unis. Il a déclaré que les Etats-Unis devaient être prêts à maintenir à tout prix leur base navale de Guantanamo, à Cuba. Il a dit: "Nous devons aller aussi loin qu'il sera nécessaire pour défendre cette gigantesque installation des Etats-Unis. Nous y avons des forces navales et de l'infanterie de marine et, si

nous étions attaqués, nous nous défendrions certainement, car j'estime que c'est la base la plus importante de la région des Caraïbes."

162. Ce membre de la Commission sénatoriale des forces armées des Etats-Unis, M. Bridges, n'a pas écarté complètement la possibilité d'un emploi des armes atomiques en cas d'attaque contre la base. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que, non seulement on est en train de créer l'hystérie, que non seulement on prépare systématiquement un tel climat, mais qu'on nous menace même d'avoir recours aux armes atomiques. On pourrait demander à M. Bridges, entre bien d'autres choses, s'il n'a pas honte de menacer des armes atomiques un petit pays comme Cuba.

163. Je lui répondrai, avec tout le respect voulu, que l'on ne peut résoudre les problèmes du monde par la menace ou en semant la peur. Mon pays est petit et humble, mais il existe, que cela plaise ou non à certains, et la révolution continuera d'aller de l'avant, que cela leur plaise ou non; mon pays, petit et humble, doit se résigner à son sort et n'est pas le moins du monde effrayé par la menace des armes atomiques.

164. Certes, il y a des bases américaines dans de nombreux pays, mais du moins on ne fait pas preuve dans ces bases d'intentions hostiles au gouvernement qui a accordé aux Etats-Unis une concession, pour autant que nous sachions. Notre cas est le plus tragique de tous. La base qui se trouve sur notre territoire insulaire est une menace contre Cuba et le Gouvernement révolutionnaire cubain, et se trouve entre les mains de gens qui se déclarent ennemis de mon pays, de mes compatriotes et de notre révolution.

165. De toutes les bases existant actuellement dans le monde, c'est celle de Cuba qui constitue le cas le plus tragique. Il s'agit là d'une base installée de force sur notre territoire insulaire qui est situé à une certaine distance des côtes des Etats-Unis et d'une base dirigée contre Cuba, contre le peuple cubain, pour lequel elle est une menace et un sujet de préoccupation.

166. Je tiens à dire ici, tout d'abord, que toutes ces paroles en l'air sur la possibilité d'une attaque contre la base de Guantanamo ont pour but de créer l'hystérie et de préparer des conditions propices à une agression contre mon pays, car nous n'avons jamais prononcé un seul mot qui laisse entendre que nous avions l'intention d'attaquer de quelque manière que ce soit la base navale de Guantanamo. Nous sommes en effet les premiers intéressés à ne pas fournir à l'impérialisme un prétexte pour nous attaquer. Je le dis ici catégoriquement. Mais je tiens aussi à déclarer que, puisque les Etats-Unis ont fait de cette base une menace pour la sécurité et la tranquillité de mon pays et de mes compatriotes, le Gouvernement révolutionnaire de Cuba envisage très sérieusement de demander, au nom du droit international, le retrait des forces navales et militaires américaines de cette partie du territoire national de Cuba. Le Gouvernement impérialiste des Etats-Unis sera ainsi obligé de retirer ses forces. Car comment pourra-t-il justifier devant le monde sa prétention d'installer une base atomique ou de conserver une base qui constitue un danger pour le peuple cubain, sur une portion du territoire national cubain, sur une île qui appartient au peuple cubain? Comment pourra-t-il justifier devant le monde sa prétention d'exercer un droit de souveraineté sur une portion de notre territoire? Par quels arguments pourra-t-il justifier devant le monde un acte aussi arbitraire? Et comme le Gouvernement des Etats-Unis

ne pourra justifier cette prétention devant le monde, il lui faudra bien, quand notre gouvernement le demandera, au nom du droit international, s'incliner devant le droit international et retirer ses forces.

167. Il convient que l'Assemblée soit bien informée des problèmes de Cuba. Nous devons être en garde contre la tromperie et les manœuvres. Nous devons exposer très clairement tous ces problèmes, car il y va de la sécurité et du sort de notre pays. C'est pourquoi je demande que l'on prenne acte de mes paroles. Cela est d'autant plus nécessaire que l'idée que les politiciens des Etats-Unis se font des problèmes cubains ne semble nullement s'améliorer.

168. J'ai ici, par exemple, le texte de quelques déclarations de M. Kennedy qui sont plutôt surprenantes. Il a dit, à propos de Cuba:

"Nous devons utiliser toute l'influence de l'OEA pour empêcher Castro d'intervenir auprès d'autres gouvernements d'Amérique latine et pour rendre à Cuba sa liberté."

Rendre la liberté à Cuba?

"Nous devons affirmer notre volonté de ne pas permettre à l'Union soviétique de transformer Cuba en une base soviétique dans les Caraïbes, et d'appliquer la doctrine de Monroe."

En cette deuxième moitié du XXème siècle, ce candidat à la présidence des Etats-Unis vient nous parler de la doctrine de Monroe!

"Nous devons faire comprendre au Premier Ministre de Cuba, M. Castro, que nous nous proposons de défendre nos droits sur la base navale de Guantanamo."

Il est le troisième à évoquer cette question.

"Nous devons faire savoir au peuple cubain que nous éprouvons de la sympathie pour ses aspirations économiques légitimes ..." — que ne l'a-t-on pas fait plutôt! "... que nous connaissons son amour de la liberté et que nous ne serons pas satisfaits tant que la démocratie n'aura pas été rétablie à Cuba."

Quelle démocratie? Une démocratie faite sur mesure par les monopoles impérialistes des Etats-Unis.

169. Pour comprendre pourquoi des avions s'envolent des Etats-Unis en direction de Cuba, écoutez ce que dit ce monsieur:

"Il faut aider et soutenir les éléments qui luttent pour la liberté dans l'exil ou dans les montagnes de Cuba et, en ce qui concerne les autres pays d'Amérique latine, circonscrire le communisme pour l'empêcher de se propager."

170. Si Kennedy n'était pas un millionnaire illettré et ignorant, il devrait comprendre qu'on ne peut pas faire une révolution contre les paysans dans les montagnes en s'appuyant sur les propriétaires fonciers. Chaque fois que les impérialistes ont essayé d'exciter des groupes contre-révolutionnaires, les milices paysannes ont mis ceux-ci hors de combat en l'espace de quelques jours. Mais on dirait qu'il s'est documenté sur les guérillas dans des romans, ou dans des films de Hollywood, et il s'imagine encore qu'il est vraiment possible, socialement parlant, de mener aujourd'hui une guérilla à Cuba.

171. De toute façon, ce n'est pas très encourageant; mais n'allez pas croire pour autant qu'en jugeant ainsi

les déclarations de Kennedy, nous éprouvions une sympathie quelconque pour l'autre candidat, M. Nixon, qui a fait des déclarations toutes semblables. Pour nous, ils manquent tous les deux de sens politique.

172. Le **PRESIDENT** (traduit de l'anglais): Je regrette de devoir interrompre le Premier Ministre de Cuba, mais je suis certain d'être l'interprète des membres de l'Assemblée en général en le priant de se demander s'il est normal et séant de parler à la tribune des Nations Unies des candidats aux élections qui doivent avoir lieu prochainement dans le pays où nous siégeons.

173. Je suis certain qu'à la réflexion le Premier Ministre de Cuba comprendra ma façon de voir et je suis persuadé que je puis compter sur sa bonne volonté et son concours. Ceci dit je le prie de poursuivre.

174. **M. CASTRO** (Premier Ministre de Cuba) [traduit de l'espagnol]: Nous n'avons aucunement l'intention de manquer aux règles qui régissent notre conduite à l'Organisation des Nations Unies; le Président peut donc compter pleinement sur ma collaboration pour éviter que mes paroles soient mal interprétées. Je n'ai aucunement l'intention d'offenser qui que ce soit. Il s'agit un peu d'une question de style, il s'agit surtout de se sentir en confiance avec l'Assemblée. De toute façon, j'essaierai à l'avenir d'éviter des interprétations désagréables.

175. Nous avons jusqu'à présent exposé les problèmes de notre pays, et c'est la raison essentielle de notre présence à l'Organisation des Nations Unies. Mais nous comprenons parfaitement qu'il serait un peu égoïste de notre part de nous préoccuper exclusivement de notre cas. Cependant, comme nous avons passé le plus clair du temps dont nous disposions à exposer le problème de Cuba à cette assemblée, il ne nous restera pas beaucoup de temps pour traiter d'autres questions sur lesquelles nous désirons cependant nous expliquer brièvement.

176. Le cas de Cuba n'est pas un cas isolé. Ce serait une erreur de ne penser qu'à Cuba. Le cas de Cuba est celui de tous les peuples sous-développés; c'est le cas du Congo, de l'Égypte, de l'Algérie, de l'Irian occidental, du Panama, qui veut récupérer son canal, de Porto Rico, dont on est en train de détruire l'esprit national, du Honduras, à qui on retranche un morceau de son territoire; bref, même si nous n'avons pas désigné expressément le reste de ces pays, le cas de Cuba est celui de tous les pays sous-développés et colonisés.

177. Les problèmes que nous décrivions en parlant de Cuba s'appliquent parfaitement à toute l'Amérique latine. Le contrôle des ressources économiques de l'Amérique latine est aux mains des monopoles. Lorsqu'ils ne possèdent pas directement les mines et ne font pas l'extraction pour leur propre compte, comme c'est le cas du cuivre au Chili, au Pérou et au Mexique, le cas du zinc au Pérou et au Mexique, ou le cas du pétrole au Venezuela, c'est qu'ils possèdent les compagnies de services publics, les compagnies d'électricité comme en Argentine, au Brésil, au Chili, au Pérou, en Equateur et en Colombie, ou les services téléphoniques, comme au Chili, au Brésil, au Pérou, au Venezuela, au Paraguay et en Bolivie; ou bien alors ils détiennent le marché de nos produits, comme c'est le cas pour le café du Brésil, de la Colombie, du Salvador, du Costa Rica et du Guatemala, pour les bananes du Guatemala, du Costa Rica et du Honduras,

exploitées, écoulées, transportées par l'United Fruit Company, comme c'est le cas encore pour le coton du Mexique et du Brésil. Ce contrôle économique est exercé par les monopoles nord-américains, qui possèdent les industries les plus importantes du pays; celles-ci dépendent entièrement des monopoles.

178. Malheur à ces pays s'ils veulent un jour faire eux aussi une réforme agraire! On leur demandera un paiement rapide, efficace et équitable et, s'ils s'obstinent malgré tout à faire leur réforme agraire, l'homme qui viendra représenter à l'Organisation des Nations Unies ce pays frère sera confiné dans l'île de Manhattan; il verra les portes des hôtels se fermer devant lui, les injures pleuvront sur lui, et rien ne dit qu'il ne sera pas de surcroît malmené par la police.

179. Le problème de Cuba n'est qu'un exemple de la situation de l'Amérique latine tout entière. Jusqu'à quand faudra-t-il que l'Amérique latine attende le progrès auquel elle aspire? Si l'on s'en tient aux critères posés par les monopoles, elle peut bien attendre jusqu'aux calendes grecques. Qui va industrialiser l'Amérique latine? Les monopoles? Certainement pas. Un rapport économique établi par l'Organisation des Nations Unies explique comment les investissements privés, loin d'aller aux pays qui en ont le plus besoin pour créer les industries de base qui contribueraient à leur progrès, vont de préférence aux pays plus industrialisés qui offrent, à ce qu'ils disent ou à ce qu'ils croient, une sécurité plus grande. Et, naturellement, le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies de conclure qu'il n'y a pas possibilité de développement par l'intermédiaire d'investissements privés, c'est-à-dire par l'intermédiaire des monopoles.

180. Le développement de l'Amérique latine doit donc se faire par des investissements publics alloués et effectués sans conditions d'ordre politique, car, tous autant que nous sommes, nous aimons bien sûr représenter un pays libre et personne n'aime à représenter un pays qui ne se sent pas libre. Pas plus les uns que les autres, nous n'aimons que l'indépendance de notre pays soit soumise à un intérêt autre que celui de la nation. Pour cette raison, l'aide offerte doit être libre de toute condition politique.

181. Et si on ne nous aide pas, tant pis. Nous n'avons rien demandé. Mais en tout cas, par solidarité avec les peuples de l'Amérique latine, nous avons le devoir de déclarer que l'assistance offerte doit être libre de toute condition politique; et, au lieu de subventionner le progrès social (c'est la dernière trouvaille de ceux qui espèrent ainsi cacher le besoin réel de développement économique), c'est le développement économique qu'il faut financer.

182. Les problèmes de l'Amérique latine sont les mêmes que ceux du reste du monde — de l'Afrique et de l'Asie. Les monopoles se partagent le monde. Ces mêmes monopoles que nous voyons en Amérique latine, nous les retrouvons dans le Moyen-Orient. Là-bas, le pétrole est entre les mains de compagnies monopolistes que contrôlent des intérêts financiers nord-américains, anglais, hollandais et français. Il en est ainsi en Iran, en Irak, en Arabie Saoudite, à Koweït, à Katar, et jusque dans le dernier recoin du globe. C'est ce qui se passe aussi, par exemple, aux Philippines; c'est ce qui se passe aussi en Afrique.

183. Le monde est réparti entre les intérêts des monopoles. Qui oserait nier cette vérité historique?

Et les intérêts des monopoles n'ont que faire du progrès des populations; tout ce qui les intéresse, c'est d'exploiter les ressources naturelles des peuples, d'exploiter les peuples eux-mêmes, et leur principal souci c'est de récupérer ou d'amortir aussi vite que possible les capitaux investis.

184. Les difficultés qui ont opposé le peuple de Cuba au gouvernement impérialiste des Etats-Unis sont les mêmes qui se poseraient à l'Arabie Saoudite, ou à l'Iran, ou à l'Irak, s'ils nationalisaient leur pétrole; ce sont les mêmes problèmes qu'a eus l'Egypte lorsqu'elle a nationalisé, et à juste titre, le canal de Suez; les mêmes qui se sont posés à l'Indonésie lorsqu'elle a voulu recouvrer son indépendance. Ces difficultés, l'invasion par surprise de l'Egypte et du Congo en fournissent des exemples.

185. Est-ce que les colonialistes et les impérialistes ont jamais manqué de prétextes pour justifier leurs invasions? Jamais. Ils ont toujours fini par découvrir un prétexte quelconque. Et quels sont-ils, ces pays colonialistes? Quels sont ces pays impérialistes? Ce ne sont pas seulement quatre ou cinq pays, mais bien quatre ou cinq groupes de monopoles qui possèdent les richesses du monde.

186. Supposons qu'il se présente à l'Assemblée un être venu d'une autre planète, qui n'aurait lu ni le Manifeste communiste de Karl Marx, ni les câbles de l'United Press, de l'Associated Press et autres organes de diffusion au service des monopoles, et supposons qu'il demande comment se partage le monde. Après avoir vu sur une mappemonde que les richesses du globe sont réparties entre les monopoles de quatre ou cinq pays, il dirait sans hésiter: "Les richesses du monde sont mal réparties, le monde est exploité." Et, dans cette assemblée où les pays sous-développés sont la grande majorité, il pourrait dire: "La grande majorité des peuples représentés sont exploités et on les exploite depuis longtemps déjà; les formes ont varié, mais ils n'ont pas cessé d'être exploités". Tel serait son verdict.

187. Dans le discours du président Khrouchtchev [869ème séance], une affirmation, qui nous a paru pleine de valeur, a particulièrement retenu notre attention: il nous a dit que l'Union soviétique n'a ni colonies ni investissements à l'étranger. Qu'il serait beau notre monde, notre monde que menacent aujourd'hui les pires cataclysmes, si tous les représentants de toutes les nations pouvaient aussi dire: "Notre pays ne possède aucune colonie, aucun investissement en pays étranger."

188. Inutile de chercher plus loin. Voilà le pourquoi de l'affaire, le pourquoi de la guerre et de la paix, le pourquoi du conflit entre la course aux armements et le désarmement. Depuis qu'il y a des hommes, les guerres, au fond, sont toujours apparues pour la même raison: le désir des uns de dépouiller les autres de leurs richesses. Qu'elle disparaisse, cette philosophie du pillage, et la philosophie de la guerre disparaîtra en même temps. Qu'elles disparaissent, les colonies, qu'on en finisse avec l'exploitation des pays par les monopoles, et l'humanité aura véritablement atteint une nouvelle étape de son évolution. Tant que nous n'aurons pas fait ce pas en avant, tant que nous n'aurons pas atteint cette étape, le monde devra vivre dans la crainte constante de se voir plongé dans une crise, dans un conflit atomique. Pourquoi? A cause de ceux qui ont intérêt à maintenir la politique de pillage, à cause de ceux qui ont intérêt à maintenir l'exploitation.

189. Nous avons parlé ici du cas de Cuba. Notre cas, et les difficultés que nous avons eues avec nos impérialistes — j'entends les impérialistes qui sont contre nous — nous ont beaucoup appris. Mais en fin de compte, les impérialistes sont tous les mêmes et sont tous alliés. Le pays qui exploite les peuples d'Amérique latine ou de n'importe quelle région du monde se fait complice de l'exploitation des autres peuples du monde.

190. Un passage du discours du Président des Etats-Unis nous a réellement beaucoup alarmés. M. Eisenhower a déclaré:

"Dans les régions en voie de développement, nous devons nous efforcer d'encourager une évolution pacifique et de favoriser le progrès économique et social. A cette fin — c'est-à-dire pour encourager une évolution pacifique — la communauté internationale doit être en mesure de manifester sa présence dans les cas d'urgence par l'envoi d'observateurs ou de forces des Nations Unies. Je souhaite que les Etats Membres prennent des mesures concrètes pour donner suite aux suggestions que le Secrétaire général a formulées dans son rapport et qui tendent à constituer au sein du Secrétariat un personnel qualifié qui l'aiderait à faire face aux futures demandes de forces des Nations Unies." [868ème séance, par. 50.]

191. En d'autres termes, après avoir considéré l'Amérique latine, l'Afrique, l'Asie et l'Océanie comme des régions en voie de développement, il propose que l'on y favorise les changements pacifiques et même que l'on y envoie à cette fin des observateurs ou des forces des Nations Unies. N'oublions pas que les Etats-Unis n'existent aujourd'hui que parce qu'ils se sont révoltés contre ceux qui colonisaient alors le monde. Le droit des peuples à se libérer par des moyens révolutionnaires du joug colonial ou d'une forme quelconque d'oppression a été reconnu dans la Déclaration de l'indépendance, signée à Philadelphie le 4 juillet 1775, et voilà qu'aujourd'hui le Gouvernement des Etats-Unis nous propose de recourir aux forces des Nations Unies pour s'opposer aux changements révolutionnaires.

192. Le Président des Etats-Unis a dit aussi:

"Le Secrétaire général a suggéré tout récemment que les Etats Membres pourraient demeurer prêts à répondre aux appels éventuels de l'Organisation dans le cas où celle-ci aurait besoin de troupes. Tous les pays représentés ici devraient tenir compte de cette suggestion en désignant des contingents nationaux qui pourraient faire partie de forces des Nations Unies en cas de besoin. Cette décision, il conviendrait de la prendre maintenant, à la présente session de l'Assemblée générale.

"Je donne aux pays qui reçoivent actuellement une assistance des Etats-Unis l'assurance que nous sommes en faveur de l'utilisation de cette assistance pour l'entretien de contingents qui se tiendraient prêts à agir comme l'a suggéré le Secrétaire général." [Ibid., par. 52 et 53.]

En somme, le président Eisenhower propose aux pays où les Etats-Unis possèdent des bases et à qui ils fournissent déjà une assistance de leur donner une aide supplémentaire pour la formation de cette force d'urgence.

193. M. Eisenhower a ajouté:

"Pour seconder les efforts du Secrétaire général, les Etats-Unis sont prêts à affecter aussi en permanence un nombre important d'avions et de bateaux au transport des contingents que les Nations Unies pourraient demander à l'avenir dans un cas d'urgence quelconque." [Ibid., par. 53.]

194. En d'autres termes, les Etats-Unis mettent même leurs navires et leurs avions à la disposition de la force d'urgence. Nous tenons à dire ici que la délégation cubaine n'est pas d'accord avec le principe de cette force d'urgence, dans la mesure où aucun peuple du monde ne peut savoir de façon certaine si les forces d'urgence ne sont pas destinées à servir le colonialisme et l'impérialisme; et ceci d'autant plus que n'importe lequel des pays que nous représentons ici peut être à tout instant victime de l'usage de ces forces contre le droit de nos populations.

195. Ceci pose divers problèmes sur lesquels plusieurs délégations ont déjà donné leur avis. Par manque de temps, nous ne donnerons qu'une indication sommaire de notre position sur le problème du Congo.

196. Personne ne s'étonnera, connaissant nos opinions sur le colonialisme et l'exploitation des pays insuffisamment développés, de nous entendre condamner la forme qu'a revêtu l'intervention des forces des Nations Unies au Congo. Tout d'abord, ces forces ne sont pas allées au Congo pour faire ce pour quoi elles y avaient été appelées, c'est-à-dire pour agir contre les forces d'intervention. On a laissé à la première division tout le temps nécessaire pour prendre de l'ampleur. Et, comme si ce n'était pas encore suffisant, on a aussi donné tout le temps et tous les encouragements nécessaires pour que la deuxième division se produise. Enfin, tandis que les forces des Nations Unies occupaient les stations émettrices de radio et les aérodromes, "le troisième homme", comme on l'appelle, a eu tout le loisir de faire son apparition, et nous ne connaissons que trop bien les messies qui apparaissent ainsi dans ce genre de situation. Chez nous aussi, en 1934, un messie est apparu. Il s'appelait Fulgencio Batista. Au Congo, il s'appelle Mobutu. A Cuba, le messie se rendait tous les jours à l'ambassade des Etats-Unis; au Congo aussi, à ce qu'il semble. Est-ce vrai parce que nous le disons? Non, mais parce que c'est imprimé dans une revue qui n'est rien de moins que le meilleur défenseur des monopoles, et qui, par conséquent, ne peut guère être opposée à leurs intérêts. Elle ne peut être en faveur de Lumumba, puisqu'elle est contre lui et en faveur de Mobutu. Mais elle explique aussi qui est cet homme, dans quelles circonstances il est apparu, comment il a entrepris sa tâche; nous lisons en effet, dans le dernier numéro de la revue Time que Mobutu a commencé à fréquenter assidûment l'ambassade des Etats-Unis et ses fonctionnaires avec qui il a eu de longs entretiens. Un après-midi de la semaine dernière, Mobutu a réuni les officiers du camp Léopold et a obtenu leur appui chaleureux. Il se rendit le soir même aux locaux de Radio-Congo — la même Radio-Congo dont Lumumba s'était vu refuser l'utilisation — pour annoncer brusquement que l'armée prenait le pouvoir. Bien sûr, tout cela s'est passé à la suite de visites répétées et de longs entretiens avec les fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis. C'est Time qui le dit, Time, le défenseur des monopoles. En d'autres termes, l'intervention des intérêts colonialistes au Congo est absolument claire

et évidente. Nous estimons donc que l'on n'a pas agi comme il aurait fallu, que l'on a favorisé les intérêts colonialistes et que tous les faits indiquent que le peuple du Congo, et la raison au Congo, sont aux côtés de l'unique chef qui y est resté pour défendre les intérêts de sa patrie. Et ce chef, c'est Lumumba.

197. Si les pays africano-asiatiques parviennent à ce que, malgré cette situation, malgré ce mystérieux "troisième homme" qui a fait son apparition au Congo pour renverser le gouvernement légitime du pays et contrecarrer les intérêts légitimes du peuple congolais, les pouvoirs légitimes en question finissent par se réconcilier pour défendre les intérêts du pays, tant mieux. Mais si cette réconciliation ne se réalise pas, la raison et le droit ne peuvent être qu'aux côtés de celui qui non seulement jouit de l'appui du peuple et du Parlement, mais a aussi su faire front aux intérêts des monopoles et rester proche de son peuple.

198. Quant à la question algérienne, nous sommes, inutile de le dire, entièrement solidaires du peuple algérien et convaincus de son droit à l'indépendance. En outre, il est ridicule (que de choses ridicules courent le monde, qui ne tiennent leur vie artificielle que des intérêts qui y sont liés!) de prétendre que l'Algérie fait partie de la France. D'autres pays, en d'autres temps, ont soutenu des prétentions semblables pour conserver leurs colonies. L'histoire a consacré l'échec de cette doctrine de l'intégration. Prenons la proposition inverse: supposons que l'Algérie soit la métropole et déclare qu'un morceau de l'Europe forme partie intégrante de son territoire. L'argument est tout simplement tiré par les cheveux et manque de sens commun. L'Algérie appartient à l'Afrique comme la France appartient à l'Europe. Et pourtant, voilà plusieurs années que ce peuple africain livre une lutte héroïque contre la métropole.

199. Peut-être qu'en ce moment même, où nous sommes ici à discuter paisiblement, les balles et les bombes du gouvernement et de l'armée française pleuvent sur les campagnes et les villages algériens. Et peut-être qu'en ce moment même des hommes meurent dans une lutte où l'on voit pourtant sans aucun doute possible pour qui est le bon droit, une lutte que l'on pourrait fort bien résoudre tout en respectant jusqu'aux intérêts de cette minorité que l'on a prise comme prétexte pour dénier aux neuf dixièmes de la population algérienne son droit à l'indépendance. Et pourtant, nous ne faisons rien. Comme nous nous sommes hâtés d'aller au Congo, et que nous sommes peu enthousiastes d'aller en Algérie! Et si le Gouvernement algérien, qui est bien un gouvernement puisqu'il représente des millions d'Algériens qui luttent, demandait aussi l'envoi des forces des Nations Unies en Algérie, irions-nous avec le même enthousiasme? J'espère bien que nous irions avec le même enthousiasme, mais aussi dans un dessein tout différent, c'est-à-dire pour défendre les intérêts de la colonie et non ceux des colonisateurs.

200. Nous sommes donc aux côtés du peuple algérien, comme nous sommes aux côtés des autres peuples colonisés que compte encore l'Afrique, aux côtés des noirs victimes de la discrimination raciale en Union sud-africaine. Ainsi donc, nous sommes aux côtés des peuples qui désirent être libres, non seulement sur le plan politique, car rien n'est plus facile que d'arborer un drapeau, un emblème, de créer un hymne national et d'apposer une couleur différente sur les cartes de géographie, mais aussi sur le plan écono-

mique, car il est une vérité que nous devrions tous tenir pour vérité première: il n'y a pas d'indépendance politique sans indépendance économique; l'indépendance politique est un mensonge sans indépendance économique; et, par conséquent, nous soutenons tous ceux qui aspirent à la liberté politique et économique. La liberté ne consiste pas seulement en un drapeau, un emblème, une représentation auprès de l'Organisation des Nations Unies.

201. Il est un autre droit que nous désirons proclamer ici. Consulté ces jours derniers, le peuple cubain réuni en masse vient de proclamer le droit des pays sous-développés à nationaliser sans indemnisation les ressources naturelles du territoire et les investissements qu'y ont faits les monopoles. En d'autres termes, nous proposons la nationalisation des ressources naturelles et des investissements étrangers dans les pays sous-développés, et si les pays hautement industrialisés veulent en faire autant, nous ne nous y opposons pas.

202. Pour que les pays puissent être véritablement libres dans le domaine politique, il faut d'abord qu'ils soient véritablement libres sur le plan économique; c'est après cela qu'on peut les aider.

203. On nous parlera de la valeur de ces investissements — et nous, nous parlerons de la valeur des profits retirés des peuples colonisés et sous-développés, des dizaines d'années, pour ne pas dire des siècles durant.

204. Nous désirons également appuyer une proposition que le Président de la République du Ghana a faite devant l'Assemblée [869<sup>ème</sup> séance]. Il s'agit de libérer le territoire africain des bases militaires qui y sont installées, y compris, évidemment, les bases d'armes nucléaires. Cette proposition revient en fait à vouloir libérer l'Afrique des dangers d'une guerre atomique. On a déjà fait quelque chose en ce sens pour l'Antarctique. Pourquoi, puisque nous avançons en ce moment sur la voie du désarmement, pourquoi ne continuons-nous donc pas à libérer certaines zones de notre globe des dangers d'une guerre atomique?

205. Si l'Afrique vient à renaître — cette Afrique que nous apprenons aujourd'hui à connaître et non celle que nous montraient nos cartes de géographie, les films de Hollywood et les romans, une Afrique invariablement peuplée de tribus sauvages à demi nues, armées de lances et prêtes à s'enfuir à la moindre escarmouche qui les appoait au héros blanc, ce héros blanc dont l'héroïsme se mesurait au nombre d'Africains qu'il avait tués — mais bien l'Afrique qui se dresse aujourd'hui avec des chefs comme Kwame Nkrumah et Sekou Touré, l'Afrique du monde arabe de Nasser, l'Afrique véritable, le continent opprimé, exploité, qui a donné des millions d'esclaves, l'Afrique qui a inscrit tant de souffrances dans les pages de son histoire. Envers cette Afrique, nous avons un devoir: nous devons la sauver de la destruction qui la menace.

206. Que les autres peuples fassent acte de réparation! Que l'Occident rachète un peu les souffrances qu'il a fait endurer à l'Afrique, en la mettant à l'abri du danger de la guerre atomique, en la déclarant libérée de cette menace! Qu'on n'aille pas y établir des bases atomiques! Et, si nous ne pouvons pas faire mieux pour l'instant, que ce continent reste du moins comme un sanctuaire où sera préservée la vie hu-

maine! C'est une proposition que nous appuyons chaleureusement.

207. Sur la question du désarmement, nous soutenons entièrement la proposition soviétique [A/4505], et n'en rougissons pas. Nous la considérons comme une proposition judicieuse, précise, définie et claire. Nous avons lu attentivement le discours prononcé ici, par exemple, par le président Eisenhower, qui ne nous a réellement parlé ni du désarmement, ni du développement des pays sous-développés, ni du problème des colonies. En réalité, il ne serait pas inutile que les citoyens de ce pays, si profondément influencés par une propagande mensongère, comparent avec objectivité les discours du Président des Etats-Unis [868<sup>ème</sup> séance] et du Premier Ministre de l'Union soviétique [869<sup>ème</sup> séance]. Ils verraient alors qui se préoccupe franchement des problèmes du monde, ils verraient qui parle clairement et sincèrement, ils verraient, enfin, qui désire le désarmement, qui n'en veut pas et pourquoi. La proposition de l'URSS est on ne peut plus claire. On ne saurait rien demander de plus à la prise de position soviétique. Pourquoi tant de réserves alors que jamais ce problème redoutable n'a été abordé avec une telle clarté?

208. L'histoire du monde nous a tragiquement appris que la course aux armements conduit toujours à la guerre; à aucun moment cependant, la guerre n'a pu signifier comme aujourd'hui pareille hécatombe pour l'humanité, et jamais, par conséquent, la responsabilité n'a été aussi grande. Quelle était donc l'offre du représentant de l'Union soviétique sur un problème qui préoccupe d'autant plus l'humanité qu'il en va pratiquement de son existence même? Une proposition de désarmement général et complet. Que peut-on demander de plus? Que l'on demande davantage, si c'est possible; si l'on peut exiger plus de garanties, qu'on les exige. Mais il est impossible d'être plus clair et plus précis, et l'histoire nous montrera que ceux qui répondront par un refus seront responsables d'une menace de conflit et de la guerre elle-même.

209. Et pourquoi essaie-t-on de soustraire ce problème à l'attention de l'Assemblée générale? Pourquoi la délégation des Etats-Unis ne veut-elle pas que nous en discutons ici entre nous? Est-ce que nous ne serions pas suffisamment qualifiés? Ou serait-ce que nous n'avons pas à connaître de l'affaire? Ou bien qu'il faut réunir une commission? Pourquoi ne pas choisir la solution la plus démocratique? L'Assemblée générale, tous les représentants examineraient ici le problème du désarmement; tout le monde mettrait cartes sur table et on saurait enfin qui est pour ou contre le désarmement; on saurait qui veut jouer à la guerre et qui trahit les espoirs de l'humanité, car il ne sera pas dit que l'humanité sera menée à sa perte pour la cause d'intérêts égoïstes et vils.

210. Les peuples doivent être préservés de cette hécatombe, afin que tout ce que la connaissance et l'intelligence des hommes ont créé ne serve pas aussi à les détruire.

211. Le représentant de l'URSS a parlé net — je le dis en toute objectivité — et j'invite tous les membres de l'Assemblée à étudier les propositions soviétiques et à discuter cartes sur table. Mais, par-dessus tout, ce n'est pas seulement une affaire à régler entre représentants, c'est une question qui intéresse aussi l'opinion publique. Les fauteurs de guerre et les militaristes doivent être démasqués et condamnés par

l'opinion publique mondiale. Ce ne sont pas des minorités qui vont résoudre ce problème: il appartient au monde entier. Il faut démasquer les fauteurs de guerre et les militaristes, et c'est à l'opinion publique de le faire. Il ne suffit pas d'en discuter en séance plénière; il faut en parler devant le monde entier, devant la grande assemblée du monde entier, car en cas de guerre, ce ne seront pas seulement les responsables qui périront: des centaines de millions d'innocents, qui n'ont pas la moindre part de responsabilité, seront aussi exterminés.

212. Et c'est pour cela que nous nous réunissons ici pour représenter le monde, une partie du monde tout au moins, puisque l'Assemblée n'est pas encore complète. Elle ne le sera pas tant que la République populaire de Chine ne sera pas représentée parmi nous; c'est un quart de la population du globe, en effet, qui manque à cette assemblée. Mais nous tous qui sommes ici, nous avons le devoir de parler clairement, et sans tirer notre épingle du jeu; nous ne devons rien cacher, car le problème qui nous intéresse est trop grave. C'est un problème plus important que l'aide économique et que tous les autres engagements que nous pouvons prendre, car il s'agit de nous engager à préserver la vie de l'humanité. Tous autant que nous sommes, nous devons discuter, parler de ce problème, nous devons lutter pour faire régner la paix, ou tout au moins pour démasquer les militaristes et les bellicistes.

213. Mais surtout, si nous, pays sous-développés, voulons avoir quelque espoir de progrès, si nous voulons voir nos populations jouir un jour d'un niveau de vie plus élevé, nous devons lutter pour la paix, nous devons lutter pour le désarmement, car le cinquième de ce qui se dépense dans le monde pour les armements suffirait à accroître de 10 pour 100 tous les ans le développement de tous les pays sous-développés. Avec le cinquième de ce que les pays consacrent à leurs armements, on pourrait élever le niveau de vie des populations.

214. Et maintenant, voyons quelles difficultés s'opposent au désarmement. Qui donc a intérêt à être armé? Ceux qui ont intérêt à être armés jusqu'aux dents, ce sont ceux qui veulent conserver les colonies, ceux qui veulent conserver leurs monopoles, ceux qui veulent garder la main mise sur le pétrole du Moyen-Orient, les ressources naturelles de l'Amérique latine, de l'Asie, de l'Afrique, ceux qui ont besoin de la force pour défendre tout cela. Et tout le monde sait parfaitement bien que c'est en vertu du droit du plus fort que ces territoires ont été occupés et colonisés; c'est en vertu du droit du plus fort que des millions d'êtres humains ont été plongés dans l'esclavage; et c'est la force qui permet à cette exploitation de durer. Par conséquent, ceux qui ont un intérêt majeur à ce que le désarmement ne se réalise pas, ce sont ceux qui ont intérêt à conserver la force pour continuer de contrôler les ressources naturelles, les richesses et la main-d'œuvre bon marché des pays sous-développés.

215. Nous avons promis de parler clairement, et c'est la seule façon de dire la vérité. Donc, les colonialistes sont ennemis du désarmement. Il faut lutter, avec l'aide de l'opinion publique mondiale, pour leur imposer le désarmement; de même il faut leur imposer, avec l'aide de l'opinion publique mondiale, le droit des peuples à devenir libres, politiquement et économiquement.

216. Les monopoles sont ennemis du désarmement d'abord parce qu'ils ont besoin d'armes pour défendre leurs intérêts, et ensuite parce que la course aux armements a toujours été pour eux une excellente source de revenus. Je n'apprendrai rien à personne en disant que les grands monopoles de ce pays ont doublé leurs capitaux à la faveur de la seconde guerre mondiale. Tels les corbeaux, les monopoles se nourrissent des cadavres que nous apportent les guerres; et la guerre est un commerce. Il faut démasquer ceux qui trafiquent de la guerre, ceux qui s'enrichissent de la guerre. Il faut ouvrir les yeux de l'opinion mondiale et lui montrer les gens qui spéculent sur l'avenir de l'humanité et sur le risque de guerre, surtout lorsque celle-ci semble terrifiante au point de ne laisser aucun espoir de libération ou de salut.

217. Pour y arriver, nous, les pays petits et sous-développés, nous invitons l'Assemblée tout entière, mais plus particulièrement les peuples comme nous, petits et sous-développés, à lutter et à examiner ici ce problème. Car si jamais, par négligence de notre part, par manque de fermeté ou d'énergie devant ce problème fondamental, le monde devait se trouver sous la menace croissante des périls de la guerre, nous ne nous en pardonnerions jamais les conséquences.

218. Il me reste encore à traiter d'un point qui devait, aux dires de certain journal, figurer parmi les questions soulevées par la délégation cubaine. C'était évidemment à prévoir; il s'agit du problème de la République populaire de Chine.

219. D'autres délégations l'ont déjà exposé avant nous. Nous devons dire que c'est véritablement nier la raison d'être et l'essence même de l'Organisation des Nations Unies que de n'avoir même pas commencé de discuter cette question. Pourquoi? Parce que c'est la volonté du Gouvernement des Etats-Unis? Pourquoi l'Assemblée générale des Nations Unies va-t-elle renoncer à son droit d'examiner cette question?

220. Depuis quelques années, de nombreux pays sont entrés à l'Organisation des Nations Unies. C'est vouloir nier la réalité historique, nier les faits et la vie même que de s'opposer à l'examen du droit de la République populaire de Chine, c'est-à-dire de 99 pour 100 des habitants d'un pays qui compte plus de 600 millions d'êtres humains, à être ici représentée. C'est tout simplement absurde. Il est ridicule que l'on ne discute même pas cette question.

221. Jusqu'à quand allons-nous devoir jouer ce triste rôle qui nous oblige à ne pas même examiner la question, alors que nous voyons ici, par exemple, les représentants de Franco?

222. Le Président me permettra-t-il d'exposer, très respectueusement et sans vouloir offenser personne, mon opinion sur ce point précis?

223. Le PRESIDENT (traduit de l'anglais): Je crois qu'il n'est que juste de faire connaître sans ambiguïté ma position au Premier Ministre de Cuba. Je ne pense pas que des commentaires de caractère personnel concernant les chefs d'Etat ou les chefs de gouvernement des Etats Membres de l'Organisation — qu'ils soient ou non présents dans cette salle — soient compatibles avec la dignité de l'Assemblée ou la tenue que nous voulons garder à nos débats. J'espère que le Premier Ministre de Cuba jugera ma décision juste et raisonnable.

224. M. CASTRO (Premier Ministre de Cuba) [traduit de l'espagnol] J'aimerais dire quelques mots sur l'origine des Nations Unies. L'Organisation est apparue après la lutte contre le fascisme, après que des dizaines de milliers d'êtres humains sont morts sur les champs de bataille. Et c'est de cette lutte qui a coûté tant de vies humaines qu'est issue cette organisation, comme une espérance nouvelle. Et cependant, que de paradoxes extraordinaires! Tandis que les soldats américains tombaient à Guam, à Guadalcanal, à Okinawa ou dans l'une des nombreuses îles du Pacifique, d'autres soldats tombaient aussi sur le territoire de la Chine continentale en luttant contre le même ennemi — ces mêmes hommes à qui aujourd'hui l'on refuse même d'examiner la possibilité d'être représentés à l'Organisation des Nations Unies. Et, tandis que nous avons vu les soldats espagnols de la Division bleue combattre en URSS pour défendre le fascisme, nous voyons aujourd'hui que l'on refuse même de discuter ici, à l'Organisation, le cas de la République populaire de Chine. Pourtant, un régime qui fut la conséquence du nazisme allemand et du fascisme italien, un régime qui s'est établi avec l'appui des canons et des avions d'Hitler et l'appui des "chemises noires" de Mussolini, a généreusement été accueilli à l'ONU.

225. La population de la Chine est le quart de celle du monde. Quel gouvernement représente véritablement ce peuple, le plus grand peuple du monde? C'est tout simplement le Gouvernement de la République populaire de Chine. Un autre régime se maintient pourtant, au milieu d'une guerre civile qu'est venue interrompre l'intervention de la VII<sup>ème</sup> flotte des Etats-Unis. On peut se demander en vertu de quel droit la flotte d'un pays extra-continentale — je pense qu'il n'est pas inutile de le répéter ici, puisqu'on parle si souvent des interventions extra-continentales — est allée intervenir dans les affaires intérieures de la Chine. Une explication serait certainement intéressante. Ce fut en fait dans le but bien précis de maintenir sur place un groupe soumis et d'empêcher la libération totale du territoire. C'est là une situation absurde et illégale à tous les points de vue, qui suffit à expliquer pourquoi le Gouvernement des Etats-Unis refuse que l'on examine le problème de la République populaire de Chine.

226. Nous tenons à ce que le compte rendu fasse état de notre position et nous demandons que la question soit débattue et que l'Assemblée générale accueille ici les représentants légitimes du peuple chinois, c'est-à-dire les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine.

227. Je comprends parfaitement qu'il est un peu difficile de se libérer des idées toutes faites par lesquelles on juge généralement les représentants des nations. Nous sommes venus ici sans aucune idée préconçue, pour analyser objectivement les problèmes, sans avoir peur de ce que l'on pourrait dire et sans craindre les conséquences de notre attitude. Nous avons été honnêtes, nous avons été francs — mais non franquistes — car nous ne voulons pas être complices de l'injustice dont tant d'Espagnols, hommes et femmes, sont victimes depuis plus de 20 ans. Ils sont dans les prisons d'Espagne, ceux qui luttèrent aux côtés des Américains de la brigade Lincoln, les compagnons de ces mêmes Américains qui s'en furent en Espagne exalter la mémoire de ce grand patriote.

228. En fin de compte, nous allons faire confiance au bon sens, nous allons faire confiance à l'honnêteté de chacun. Nous voudrions résumer notre pensée sur certains aspects de ces problèmes mondiaux sur lesquels tout le monde est d'accord. Notre problème, tel que nous l'avons exposé ici, fait partie des problèmes du monde. Ceux qui nous attaquent aujourd'hui sont les mêmes qui contribuent à attaquer d'autres peuples du monde. Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut pas être aux côtés du peuple algérien; il ne peut pas être aux côtés du peuple algérien parce qu'il est allié de la métropole, la France. Il ne peut pas être aux côtés du peuple congolais, parce qu'il est allié de la Belgique. Il ne peut pas être aux côtés du peuple espagnol, puisqu'il est allié de l'Espagne. Il ne peut pas être aux côtés du peuple porto-ricien, dont il s'efforce, depuis 50 ans, de détruire l'esprit national. Il ne peut pas être avec les Panamiens qui réclament leur canal. Il ne peut pas être favorable au renforcement du pouvoir civil en Amérique latine, ni en Allemagne, ni au Japon. Il ne peut pas être aux côtés des paysans qui demandent des terres, puisqu'il est allié des gros propriétaires fonciers. Il ne peut pas être aux côtés des ouvriers qui réclament partout des conditions de vie meilleures, car il est allié des monopoles. Il ne peut pas être aux côtés des colonies qui veulent se libérer, puisqu'il est allié des colonisateurs. En somme, il est pour Franco, pour la colonisation de l'Algérie, pour la colonisation du Congo; il est pour le maintien de ses privilèges et de ses intérêts dans le canal de Panama, pour le colonialisme dans le monde entier. Il est pour le militarisme allemand et pour la reconnaissance du militarisme allemand. Il est pour le militarisme japonais et pour la renaissance du militarisme japonais.

229. Le Gouvernement des Etats-Unis oublie les millions de Juifs assassinés dans les camps de concentration d'Europe par les mêmes nazis qui connaissent aujourd'hui un regain d'influence dans l'armée allemande. Il oublie les Français assassinés dans leur résistance héroïque contre l'occupation; il oublie les soldats américains morts à Omaha Beach, morts sur la ligne Siegfried, dans la Ruhr, sur le Rhin, ou sur les fronts de l'Asie. Il ne peut pas être pour l'intégrité et la souveraineté des peuples. Pourquoi? Parce que c'est en rognant cette souveraineté qu'il arrive à maintenir ses bases militaires, et chacune de ces bases est un coup de poignard porté à la souveraineté, chacune amenuise un peu plus la souveraineté des peuples. C'est pour cela que le Gouvernement des Etats-Unis doit forcément être contre la souveraineté des peuples, parce qu'il a besoin de la restreindre pour pouvoir continuer, suivant sa politique établie, à installer ses bases tout autour de l'URSS.

230. Nous comprenons qu'on ne se soucie pas d'expliquer trop bien ces problèmes au peuple américain. Qu'il lui suffise, à ce peuple, de s'imaginer ce qu'il adviendrait de sa tranquillité si l'Union soviétique commençait à installer un cordon de bases atomiques à Cuba, au Mexique, au Canada. La population ne se sentirait pas sûre, ne se sentirait pas tranquille. Il faut apprendre à l'opinion mondiale, y compris, bien sûr, l'opinion américaine, à envisager les problèmes sous un autre angle: en se mettant à la place des autres. On peut toujours nous présenter les peuples sous-développés et les révolutionnaires comme des agresseurs et des ennemis du peuple américain. Nous ne pouvons pas être ennemis du peuple américain.

parce que nous avons vu des Américains comme Carleton Beals ou Waldo Frank, intellectuels illustres et éminents, pleurer à la pensée des erreurs qui se commettent, à la pensée de l'hostilité dont nous sommes victimes en particulier. Bien d'autres Américains encore, les plus humains, les plus libéraux et les plus courageux de leurs écrivains témoignent de la noblesse des premiers dirigeants de ce pays, des Washington, des Jefferson et des Lincoln. Je le dis sans démagogie aucune, avec l'admiration sincère que nous ressentons pour ceux qui ont jadis libéré leur peuple du joug colonial et lutté — non pour que leur pays soit aujourd'hui l'allié de tous les réactionnaires du monde, de tous les gangsters du monde, des gros propriétaires fonciers, des monopolistes, des exploités, des militaristes, des fascistes, c'est-à-dire l'allié de ce qu'il y a de plus rétrograde et de plus réactionnaire — mais pour que leur pays se fasse toujours le défenseur d'idéaux nobles et justes. Nous savons, certes, ce qu'on dira de nous aujourd'hui, demain et toujours au peuple américain pour le tromper. Mais qu'importe. Nous accomplissons notre devoir en exprimant ces sentiments devant cette assemblée historique.

231. Nous proclamons le droit des peuples à leur intégrité et à leur nationalité; ceux qui conspirent contre le nationalisme sont ceux qui savent que le nationalisme est le désir qu'a un peuple de récupérer son bien, ses richesses, ses ressources naturelles. Nous sommes, enfin, pour toutes les nobles aspirations de tous les peuples. Telle est notre position. Pour tout ce qui est juste, nous sommes et nous serons toujours: contre le colonialisme, contre l'exploitation, contre les monopoles, contre le militarisme, contre la course aux armements, contre ceux qui jouent à la guerre. Nous serons toujours contre tout cela. Telle sera notre position.

232. J'accomplirai enfin ce que je considère comme un devoir. J'apporte devant l'Assemblée la partie essentielle de la Déclaration de La Havane. La Déclaration de La Havane a été la réponse du peuple cubain à la Déclaration de San José (Costa Rica)<sup>5/</sup>. Ce ne furent ni 10, ni 100, ni 100.000 Cubains qui se réunirent, mais plus de 1 million. Ceux qui en douteraient peuvent aller les compter à la prochaine réunion ou assemblée générale que nous tiendrons à Cuba; ils peuvent être sûrs d'y voir le spectacle d'un peuple fervent et conscient, spectacle qu'il leur aura difficilement été donné de voir auparavant et que seul peut offrir un peuple qui défend avec ardeur ses intérêts les plus sacrés.

233. A cette assemblée, organisée pour répondre à la Déclaration du Costa Rica, on a proclamé en consultation avec le peuple et par acclamation que les principes suivants sont les principes de la révolution cubaine.

"L'Assemblée générale nationale du peuple cubain condamne les latifundia, source de misère pour le paysan et système de production agricole rétrograde et inhumain; condamne les salaires de famine et l'exploitation inique du travail humain par des intérêts privilégiés et sans scrupules; condamne l'analphabétisme, le manque de maîtres, d'écoles, de médecins et d'hôpitaux, l'absence de mesures de protection pour les vieillards, qui est la règle dans les pays d'Amérique; condamne la discrimination envers

les noirs et les Indiens; condamne la condition inégale et l'exploitation des femmes; condamne les oligarchies militaires et politiques qui maintiennent nos populations dans la misère, empêchent leur développement démocratique et le plein exercice de leur souveraineté; condamne la concession des ressources naturelles de nos pays aux monopoles étrangers, cette politique de forfaiture et de trahison des intérêts des populations; condamne les gouvernements qui méconnaissent les sentiments de leur peuple pour se plier à des ordres émanant de l'étranger; condamne la politique d'aveuglement systématique des populations que mènent des organes de diffusion acquis aux intérêts des oligarchies et à la politique de l'impérialisme oppresseur; condamne la monopolisation de l'information par des agences monopolistes, instruments des trusts monopoleurs et agents de ces intérêts, condamne les lois de répression qui empêchent les ouvriers, les paysans, les étudiants et les intellectuels, la grande majorité de la population dans tous les pays, de s'organiser et de lutter pour ces revendications sociales et patriotiques; condamne les monopoles et les entreprises impérialistes qui ne se lassent pas de piller nos richesses, qui exploitent nos ouvriers et nos paysans, saignent nos économies et les maintiennent dans un état retardataire, et soumettent la politique de l'Amérique latine à leurs propres desseins et à leurs propres intérêts. L'assemblée générale nationale du peuple de Cuba condamne enfin l'exploitation de l'homme par l'homme et l'exploitation des pays sous-développés par le capital impérialiste.

"En conséquence, l'assemblée générale nationale du peuple de Cuba proclame devant l'Amérique, et proclame ici devant le monde entier, le droit des paysans à la terre; le droit des ouvriers au fruit de leur travail; le droit des enfants à l'instruction; le droit des malades à l'assistance médicale et hospitalière; le droit des jeunes au travail; le droit des étudiants à un enseignement libre, expérimental et scientifique; le droit des noirs et des Indiens à la pleine dignité humaine, le droit de la femme à l'égalité civile, sociale et politique; le droit des vieillards à la sécurité; le droit des intellectuels, des artistes et des hommes de science à lutter par leurs œuvres pour un monde meilleur; le droit des Etats à la nationalisation des monopoles impérialistes, à la reprise de leurs richesses et de leurs ressources nationales; le droit des pays à commercer librement avec tous les peuples du monde; le droit des nations à la pleine souveraineté; le droit des peuples à convertir leurs forteresses militaires en écoles et à armer leurs ouvriers (car c'est là que nous entrons dans la course aux armements, en armant notre peuple pour nous défendre des attaques impérialistes), leurs paysans, leurs étudiants, leurs intellectuels, leurs noirs, leurs Indiens, les femmes, les jeunes, les vieillards, tous les opprimés, tous les exploités qui seront ainsi maîtres de défendre eux-mêmes leurs droits et leurs destinées."

234. On voulait savoir quelle était la ligne de conduite du Gouvernement révolutionnaire de Cuba. Eh bien, la voilà, notre ligne de conduite.

<sup>5/</sup> Voir Organisation des Etats américains, septième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures, Acte final.